

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE



DES CAUSES
DE LA
RÉVOLTE DES CAMISARDS

Celui qui sème le vent mois-
sonne la tempête.

(OSÉE VIII-7)



THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le Grade de Bachelier en Théologie

et soutenue publiquement le 30 Juillet 1900 à 10 heures

PAR
ABEL ISSARTE



MONTBÉLIARD
IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

—
1901

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

DES CAUSES

DE LA

RÉVOLTE DES CAMISARDS

Celui qui sème le vent mois-
sonne la tempête.

(OSÉE VIII-7)

THÈSE

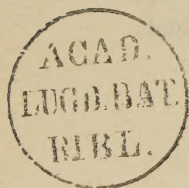
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

Pour obtenir le Grade de Bachelier en Théologie

et soutenue publiquement le 30 Juillet 1900 à 10 heures

PAR

ABEL ISSARTE



MONTBÉLIARD
IMPRIMERIE MONTBÉLIARDAISE

—
1901

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la soutenance :

M. BONET-MAURY, Président de la soutenance.

MM. BONET-MAURY,

JOHN VIÉNOT,

R. ALLIER,

}

Examineurs.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver
les opinions particulières du candidat.

A MES PARENTS,
A MA SŒUR ET A MON FRÈRE,



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Bibliographie

A) Sources manuscrites

Archives de la Lozère. — Série G, 988 à G 1097, 1539, 1540, 1557, 2123 à 2128, 2210, 3068 à 3085.

Archives de l'Hérault contenant les Archives de l'Intendance du Languedoc, C 167, 177, 178, 181, 199, 274, 276, 279, 280, 281, C 3073 à 3081, 3119, 3125.

B) Sources imprimées

JURIEU. — *Accomplissement des prophéties ou la Délivrance prochaine de l'Eglise* — Rotterdam 1686.

CLAUDE. — *Les plaintes des protestants cruellement opprimés dans le royaume de France.* — Cologne 1686.

BRUEYS. — *Histoire du fanatisme de nostre temps.* — 1 vol. in-12, Paris 1692.

ELIE BENOIT. — *Histoire de l'Edit de Nantes.* — Delft 1695.

LOUVRELEUIL. — *Le Fanatisme renouvelé.* — Avignon 1706.

DE LA BAUME. — *Histoire de la Révolte des Fanatiques.* — Composée en 1707, Nîmes, 1860.

M. TALLON. — Edition d'un « *Fragment de la guerre des Camisards* » 1672-1709. — Avec une introduction de M. Tallon. — Privas, 1887.

MINGAUD. — *Troubles des Cévennes à l'occasion des guerres des Camisards.* — Ouvrage contemporain des événements qu'il raconte. Le Vigan, 1889.

JEAN VELAY. — Extrait du « *Petit livre des Mémoires des affaires domestiques* » de Jean Velay, viguier de Florac, 1689-1704.

MISSON. — *Le théâtre sacré des Cévennes,* — Londres 1707. Réimpression de cet ouvrage par A. Bost : *Les prophètes protestants.* — Paris-Melun, 1842.

FLÉCHIER. — *Lettres choisies.* — Paris 1715.

- BRUEYS. — *Histoire du Fanatisme*. — 3 vol. Utrecht, 1737.
- A. COURT. — *Histoire des troubles des Cévennes*. — Villefranche (Genève), 1760.
- RULHIÈRE. — *Eclaircissements historiques sur les causes de la révolution de l'Edit de Nantes*. — Pas de lieu d'impression, 1788.
- NAP. PEYRAT. — *Histoire des Pasteurs du désert*. — Paris-Valence, 1842.
- HAAG. — *La France Protestante*. — Paris, 1846.
- H. BLANC. — *De l'inspiration des Camisards*. — Paris, 1859.
- J.-P. HUGUES. — *Histoire de l'Eglise réformée d'Anduze*. — Montpellier, 1864.
- E. BONNEMÈRE. — *Histoire des Camisards*. — Paris, 1869.
- AD. MICHEL. — *Louvois et les Protestants*. — Paris, 1870.
- P. VINCENT. — *Les prophètes cévenols*. — Th. Montauban, 1875.
- DOM DEVIC ET DOM VAISSETTE. — *Histoire générale du Languedoc* — Revue et continuée par E. Roschach, tomes XIII et XIV, Toulouse 1876.
- L. NÈGRE. — *Vie et Ministère de Claude Brousson*. — Thèse Montauban, 1877.
- O. DOUEN. — *Les premiers pasteurs du Désert, 1685-1700*. — Paris, 1879.
- H. MONIN. — *Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Bavière*. — Paris, 1884.
- L. PILATTE. — *Edits et déclarations concernant la R. P. R. Précédés de l'Edit de Nantes*. — Paris, 1885.
- CH. DARDIER. — *La Révolte des Camisards justifiée*. — Genève, 1890.
- LAVISSE ET RAMBAUD. — *Histoire générale*, t. VI, ch. VII : *Les Protestants sous Louis XIV*. F. Puaux. — Paris, 1895.
- P. ARNAL. — *L'Eglise réformée de Florac avant la Révolution française*. — Th. Paris, 1896.
- M. PROUVOST. — *Le délire prophétique* — Thèse de Médecine, Bordeaux, 1896.
- G. BONET-MAURY. — *Histoire de la liberté de conscience*. — Paris, 1901.

REVUES :

- Revue Suisse*. — Mémoires de d'Aigalliers. — Frosterus, 1866.
- Chroniques du Languedoc (1875-79)*, publiée par M. de la Pijardière, archiviste de l'Hérault.
- Revue de Paris* du 16 novembre 1900 et surtout *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français (passim.)*.

INTRODUCTION

Il y a près de deux cents ans éclata dans nos Cévennes la révolte des Camisards (1). Le 24 juillet 1702 une cinquantaine d'hommes armés de faux et de vieilles halberdes se trouvaient réunis au Pont de Montvert vers les neuf heures du soir. Après le chant d'un psaume ils enfoncent la porte du presbytère, délivrent les prisonniers qui

(1) On a donné plusieurs étymologies au mot Camisard : D'après certains il viendrait du patois *camisa*, *chemise*, parce que les Camisards, paraît-il, changeaient leurs chemises sales contre des propres lorsqu'ils en trouvaient dans les lieux où ils passaient, ou bien encore parce qu'au moment où la révolte éclata, juillet 1702, les Cévenols portaient presque tous des *blouses*, qui de loin pouvaient ressembler à des chemises. Camisard signifierait donc voleur de chemises ou porteur de chemises. — D'autres font venir ce mot du patois *camis*, *chemins* et camisard voudraient dire : qui va par les chemins, qui est sans cesse à courir de côté ou d'autre ; de *camisade*, *excursion nocturne*, en effet les Camisards ne faisaient guère leurs premières excursions que de nuit. Enfin, on a aussi pensé que ce mot pouvait venir de *Camis* nom d'idole japonnais et de *ardere*, *brûler* : Camisard signifierait alors brûleur d'idoles. Un chef camisard aurait, pendant un voyage à Nîmes ou dans une autre ville du Midi, découvert le mot Camis dans un dictionnaire et aurait dès lors désigné de ce nom les images et les statues que lui ou ses compagnons brûlaient dans les églises. Cette dernière explication paraît plutôt fantaisiste,

s'y trouvaient renfermés et percent l'abbé de coups. Ils vont ensuite se réfugier sur les montagnes des environs d'où ils défilent les troupes envoyées contre eux. Bientôt ils attaquent un château, massacrent ses habitants et s'emparent des armes du propriétaire. Entre temps ils tiennent dans les bois, la nuit, des assemblées où leur vive piété se donne libre cours ; des prédicants parcourent les campagnes ; des bandes armées s'organisent. Des hommes incultes mais robustes et vaillants sont élus pour chefs et ces paysans tiennent en échec deux maréchaux de France. En quelques mois enfin c'est toute une contrée en révolte ouverte, une guerre sans merci, la ruine et la désolation.

Il y a dans cette guerre des Camisards quelque chose de déconcertant : on y trouve un étonnant mélange de religion, de piété sincère et de cruauté inouïe. Voilà des laboureurs et des bergers qui prient, lisent la Bible, chantent des louanges à Dieu et tuent ensuite sans pitié ! Comment expliquer cela ? Comment ce peuple des Cévennes que la vie simple, frugale et pure des montagnards rendait capable de sage modération et de saine pensée a-t-il pu être porté à de telles extrémités ? Cela paraît inconcevable.

Les historiens contemporains des Camisards font à cette question des réponses diverses suivant qu'ils sont protestants ou catholiques, les uns excusant de leur mieux les révoltés, les autres les rendant responsables de tous les troubles. Nous exposerons avec impartialité ces deux sortes de témoignages en faisant ressortir leurs caractères propres. Dans une deuxième partie nous essaierons sur un terrain purement historique de montrer les forces qui agissent sur l'âme des populations cévenoles, le développement continu de ces forces et leur déchainement final amenant la révolte de 1702. Enfin dans notre conclusion nous serons alors fondés à redresser les témoignages catholiques et protestants en rendant hommage à leur valeur respective, plaçant en face la vérité historique.

PREMIÈRE PARTIE

LES SOURCES

CHAPITRE I

Témoignages catholiques.

En 1689 de merveilleux prodiges se passaient dans le Vivarais. Un pauvre laboureur, Gabriel Astier, y faisait office de prophète, il réunissait les religionnaires dans de nombreuses assemblées en dépit des édits du roi, puis après le chant d'un psaume il tombait en extase et sous l'empire de ses visions célestes le peuple frémissait et désertait la messe. Des nuées de prophètes couraient bientôt le pays et les récits étonnants de leurs ministères vinrent jusqu'aux oreilles de Monseigneur de Nîmes, Fléchier. La même année le célèbre prélat écrit un petit livre : « *Récit fidèle de ce qui s'est passé dans les assemblées des fanatiques (1) du Vivarais avec l'histoire de leurs prophètes et prophétesses au commencement de l'année 1689.* » Cet ouvrage est très important. Il nous

(1) Ce mot est ordinairement employé par les historiens catholiques pour désigner les prophètes cévenols, puis tous les huguenots. Louvroleuil en donne cette définition : « On les appelait fanatiques, c'est-à-dire selon l'étymologie grecque, « visionnaires » ou gens qui ont des visions ou des révélations, ou selon la signification latine « qui sont hors d'eux-mêmes ». (*Histoire du fanatisme renouvelé*, 15.)

donne l'origine et la nature du prophétisme. Et plus tard les historiens catholiques montrent que la révolte des Cévennes a été causée par la venue dans ces montagnes d'inspirés du Vivarais. Il nous est donc nécessaire d'étudier de plus près le livre de Fléchier si nous voulons nous rendre compte de ce qu'est déjà et de ce que pourra être en 1702 le prophétisme.

Fléchier remonte jusqu'à la source de ce mouvement : « Le sieur Du Serre, gentilhomme verrier du Dauphiné, étant de retour de cette ville (Genève), où il avait fait quelque séjour, apporta ce don de prophétie à sa famille qui était assez nombreuse et, après avoir donné le St Esprit, comme il le prétendait, à sa femme et à ses enfants, il rassembla autant qu'il put de jeunes garçons et de jeunes filles qu'il envoya depuis en plusieurs lieux, sous le nom de prophètes et de prophétesses, pour prêcher en dormant contre la messe et contre les prêtres. Il leur apprit une manière de sommeil extatique, il les dressa à toutes les postures qui pouvaient attirer le respect et l'admiration du peuple, il leur donna surtout certaines formules de prêche qui contenaient quelques exhortations évangéliques et beaucoup d'invectives contre l'Eglise romaine. » (1) Ce morceau peint bien ce qu'est, pour un catholique du temps, le prophétisme.

Tout d'abord c'est un produit étranger. « Quoique l'origine de ces mouvements ne soit pas connue, ajoute en effet Fléchier, on ne doute pas qu'ils aient été inspirés et concertés à Genève. » (2) Et puis c'est une chose qui s'apprend : Du Serre tient une véritable école de prophétisme ; il dresse ses jeunes gens avec des instructions spéciales, un genre de vie particulier. Aussi tout cela n'est qu'un pur badinage, une imposture, une friponnerie ; bien sots sont ceux qui s'y laissent prendre. Du Serre est un vieux maniaque si ce n'est un fieffé coquin. Il n'a qu'un mérite :

(1) FLÉCHIER, *Lettres choisies*, tome I, 353.

(2) *Ibid.*, t. I, 353.

celui de connaître les recettes nécessaires pour faire divaguer les gens. « Ces pauvres gens n'entendaient parler que de ces fortes dévotions, leur imagination en était remplie ; ils voyaient dans les assemblées ces représentations dont ils s'entretenaient sans cesse en eux-mêmes. On leur ordonnait de jeûner plusieurs jours ce qui leur affaiblissait le cerveau et les rendait susceptibles de ces visions creuses et de ces vaines créances.... »

Du Serre eut un élève remarquable : Gabriel Astier. Ce dernier vint s'établir en Vivarais où « il instruisait des amis et des amies de débauche à prophétiser comme lui. » Il dressait même quelques enfants en leur montrant comment il fallait tomber à terre, remuer jambes et bras et crier : « mes frères, miséricorde, le jugement de Dieu approche, repentez-vous. » (3) Il continue fidèlement le métier de son maître et ne vaut pas mieux que lui, au dire de Fléchier. Mais l'évêque de Nîmes garde quelque mesure, il n'injurie pas toujours et il souhaite de tout son cœur que Jurieu, ancien professeur de la faculté protestante de Sedan et alors pasteur à Rotterdam, se laisse enfin détromper et cesse d'être un défenseur aussi ardent de ces pauvres égarés.

Telle n'est pas l'attitude d'un autre historien catholique, Brueys, qui en 1692 écrit une « *Histoire du fanatisme de notre temps* ». Il reprend toutes les accusations de Fléchier mais en les accentuant. Il veut surtout montrer que le mouvement prophétique en Vivarais et en Dauphiné n'est que le produit d'une vaste conspiration étrangère contre la France. Les ministres fugitifs s'entendent avec Guillaume de Nassau, prince d'Orange. Les premiers doivent exciter en France la révolte des protestants, l'autre doit réunir une puissante ligue et faire la guerre à l'extérieur. Le résultat de tant d'intrigues sera pour les protestants de voir reflourir leur secte avec tout son éclat

(1) *Ibid.*, tome I, 408, 410, 412, 413,

passé (1). A cet effet les ministres fugitifs écrivent des lettres séditeuses à leurs anciens fidèles mais ceux-ci restent tranquilles. Alors un homme rusé se lève et mène à bien l'entreprise : c'est Jurieu. En 1685, ce célèbre professeur écrit : l' « *Accomplissement des prophéties ou la délivrance prochaine de l'Eglise* » où « pour attirer les esprits par le respect de la religion et exciter les mécontents de France à se soulever, il feignit d'avoir trouvé dans l'Apocalypse cette délivrance prochaine qu'il leur promettait » (2) ; et Brueys ajoute : « Personne ne doutera, je pense, que ce professeur de Rotterdam ne doive être regardé comme le père de tous ces fanatiques qui ont paru depuis lui dans son parti. » Ainsi c'est à Jurieu que remonte tout le mal. Jurieu est un faux prophète, il feint tout en étant très sain d'esprit d'avoir de folles visions, et cela « parce qu'il est certain que souvent les prophéties supposées ou véritables ont inspiré à ceux pour qui elles étaient faites les desseins d'entreprendre les choses qui leur étaient promises. » (3) Jurieu sera donc le premier auteur de la révolte des protestants en France.

Brueys distingue dans son ouvrage deux sortes de prophètes : 1^o les chefs, Jurieu en tête, puis Du Serre et Gabriel Astier qui font des prophéties tout en étant bien éveillés et dont le seul but est de créer une insurrection ; 2^o les pauvres insensés qui se laissent prendre aux grimaces savamment composées de ces « meneurs » et qui se croient effectivement inspirés du Saint-Esprit. Le premier groupe ne mérite que de violentes invectives, le deuxième qu'un dédaigneux haussement d'épaule, mais tous les deux portant ombrage, par la révolte qu'ils causent, au catholicisme, doivent être anéantis. Aussi Brueys se réjouit-il des expéditions de M. de Folleville en Vivarais et il termine en disant : « Jamais révolte ne fut plus prompte, plus violente, plus dangereuse et ne fut apaisée

(1) BRUEYS, *Histoire du fanatisme le nostre temps*, p. 12 et suiv. (1692).

(2) *Ibid.* p. 18.

(3) *Ibid.* p. 51.

avec plus de diligence, de sagesse et d'activité : dans moins de quinze jours plus de 20,000 personnes s'étaient soulevées, dans moins de huit jours tout fut tranquille et hors d'état de pouvoir remuer à l'avenir. » (1).

Les historiens catholiques postérieurs revinrent sur cette dernière opinion. Ils durent reconnaître que le fanatisme n'était pas entièrement détruit dans le Vivarais, mais qu'il y possédait encore assez de force pour se répandre dans les provinces voisines. Louvreleuil, curé de Saint-Germain-de-Calberte, dit, en 1701, des disciples de Gabriel Astier : « Le mouvement des soldats et divers châtiments rigoureux amortirent le feu, mais ne l'éteignirent pas. » (2) Un peu plus tard un autre historien catholique, De la Baume, conseiller au présidial de Nîmes, émet cette opinion : « Cette malheureuse secte qui paraissait étouffée dans tous les endroits où elle avait paru ne fut pas néanmoins si absolument éteinte qu'il n'en restât quelque semence qui, ayant germé dans la suite n'a pas peu contribué à grossir la révolte et à la rendre la plus cruelle et la plus barbare qui ait paru en France depuis le rétablissement de la monarchie » (3).

Louvreleuil nous raconte qu'une vieille fille du Vivarais, tailleuse d'habits, qu'on appelait pour travailler dans les villages de la frontière des diocèses de Viviers et d'Uzès, ralluma le fanatisme en 1700. Elle racontait qu'au commencement de ce nouveau siècle il devait y avoir de grands prodiges ; elle fit quelques disciples, des jeunes gens et des jeunes filles qui allèrent se louer pour la récolte des châtaignes et publièrent ce qu'ils avaient appris. On leur fit bon accueil ; et Louvreleuil ajoute :

¶ (1) BRUEYS, *Hist. du fan.*, p. 176.

(2) LOUVRELEUIL, *Le fanatisme renouvelé*, t. I, p. 12. Les historiens écrivent le nom de cet auteur soit L'Ouvreleuil, Louvreleul ou Louvreleuil. Cette dernière orthographe est celle d'Antoine Court, V. *Histoire des troubles des Cévennes*. Toutefois il signalait L'Ouvreleul, V. *Bull. de l'Hist. du protestantisme français*, t. XL, p. 168.

(3) DE LA BAUME, *Histoire de la révolte des fanatiques*, p. 22.

« les enthousiasmes de cette secte frénétique se répandirent durant trois ou quatre mois dans les diocèses d'Uzès, de Viviers, d'Alais, de Nîmes et de Montpellier (novembre 1700) » (1). En mars 1701, Daniel Raoul, de la paroisse de Vagnas, dans le Vivarais, vient dans le diocèse d'Uzès, lui aussi, et annonce que « Dieu avait transmis en lui l'esprit du saint prophète Daniel » (2) ; Daniel Raoul fit une active propagande et ainsi le prophétisme gagnait de proche en proche. Il était tout naturel qu'il vint dans les Cévennes, ce foyer d'hérésie où la prédication enflammée d'un Vivens (3) n'était pas encore oubliée. Louvreleuil nous parle de Marguerite Armand qui prêche à Vébron où « elle fanatisa dans un moulin devant neuf ou dix personnes avec tant de succès que son auditoire devint un séminaire de prophètes et de prophétesses, quoique, après la troisième séance, l'abbé du Chayla (4) la fit conduire dans la maison des filles unies de Mende » (5).

Le mouvement était commencé ; il prit bientôt de grandes proportions. Un prophète, Etienne Gout, surnommé La Quoite, se fit remarquer par son zèle ardent. « Il accrut et multiplia les fanatiques en si grande quantité, dit Louvreleuil, qu'on en prit deux cents » (6). De la Baume dit pis encore : « Ce dernier fit des maux infinis, il convoqua plus de 60 assemblées où il communiqua le prétendu don de prophétie à 3 ou 400 personnes, en sorte que tout le pays fut rempli de prophètes et de prophétesses » (7). Les prêtres sentent le peuple des Cévennes

(1) LOUVRELEUIL, *Le fanatisme renouvelé*, t. I, p. 14.

(2) *Ibid.* p. 15.

(3) L'un des premiers prédicants cévenols après la révocation de l'Edit de Nantes et l'un des plus connus.

(4) Inspecteur général des missions des Cévennes. Les historiens écrivent Chayla, Cheyla ou Chaila. Celui-ci signait véritablement du Chaila, *ins.*... ce qui voulait dire : du Chaila, inspecteur. V. *Bull. hist. p. f. t.* XL. p. 168. C'est l'orthographe adoptée par Ant. Court.

(5) LOUVRELEUIL, *Op. cit.*, t. I, p. 15.

(6) *Ibid.* p. 16.

(7) DE LA BAUME, *op. cit.*, p. 34.

leur échapper complètement, les églises sont désertées, le catéchisme n'est plus suivi. L'emprisonnement de La Quoite ne fit que renforcer les religionnaires dans leurs fausses pensées. L'audace des prophètes grandit. Ils font miroiter aux yeux des huguenots d'alléchantes promesses: l'un prédit qu'un temple en marbre blanc tombera du ciel au milieu du vallon de Saint-Privat (1) pour la consolation des fidèles des Hautes-Cévennes, un autre récite un sermon ou lit un passage de la Bible condamnant le paganisme de l'Eglise romaine et l'immoralité de ses prêtres. Les nouveaux convertis retournent à l'hérésie première ; la situation s'aggrave de jour en jour. Marie Beysse et Françoise Brez toutes les deux du Pont de Montvert, l'une par ses extravagances de pauvre folle, l'autre par ses attaques violentes contre le catholicisme, achèvent d'exciter le peuple. De la Baume décrit ainsi ce mouvement prophétique : « Ces nouveaux imposteurs, imitaient parfaitement tout ce qu'avaient pratiqué les petits prophètes en 1688. Après mille grimaces étudiées qui paraissaient surnaturelles au peuple, ils prédisaient d'un ton positif la destruction du papisme et le rétablissement du calvinisme ; ils exhortaient les assistants de toutes leurs forces à brûler les églises et à persécuter les ecclésiastiques qu'ils appelaient les persécuteurs des enfants de Dieu et les ministres de l'idolâtrie. Pour persuader au peuple qu'ils étaient animés d'un grand zèle pour les intérêts du ciel, ils défendaient de jurer et, lorsqu'ils commettaient leurs crimes, ils ne disaient autre chose : j'adore Dieu » (2).

Le catholicisme dans les Cévennes était bien près de s'éteindre ; un homme se chargea alors de le relever. Ce fut l'abbé du Chaila, archiprêtre et inspecteur du diocèse de Mende. Louvreleuil nous dépeint ce curé sous un jour très favorable : C'était un homme enflammé de zèle pour la religion catholique, mais il ménageait les esprits rebelles

(1) Saint-Privat-le-Vallongue, canton du Pont-le-Montvert (Lozère).

(2) DE LA BAUME, *Op. cit.*, p. 33.

et accomplissait avec douceur ses apostoliques fonctions. De la Baume dit bien qu'il se conduisait parfois avec trop de rigueur envers ceux qui ne remplissaient pas leurs devoirs, mais Louvroleuil vante « les moyens salutaires » qu'il employait pour convertir les hérétiques et le panégyrique qu'il composa en son honneur n'est que la longue suite de ses innombrables vertus. De son côté Brueys, dans une histoire écrite un peu plus tard, se croit obligé en « historien fidèle », de rapporter des bruits injurieux qui se répandirent sur l'abbé du Chaila, mais il s'empresse d'ajouter que « quoi que la médisance ait pu inventer pour tâcher de le noircir, la sainteté de sa mort est un témoignage éclatant de la pureté de sa vie. » (1)

Donc ce saint homme fit prêcher des missions dans les paroisses infectées par le fanatisme. Mais il se vit bientôt l'objet de la malveillance de ceux qu'il voulait sauver. De tous côtés des assemblées se réunissaient. La Quoite qui avait été emprisonné sembla se repentir ; on l'élargit, mais il fut bientôt de retour au milieu de ses anciens coreligionnaires et excita encore le peuple contre l'Eglise catholique. La fureur était à son comble. Un soir enfin une assemblée se tient à Saint-Maurice et les fanatiques décident d'aller tuer l'abbé du Chaila le lendemain. En effet, le 24 juillet 1702 deux cents fanatiques (2) entrent au Pont de Montvert, poussant des cris effroyables et enfoncent la porte du presbytère à coups de hache. Le pieux abbé pendant ce temps n'est occupé qu'à donner l'absolution à ses valets et à les exhorter à mourir en bons catholiques. Mais les forcenés ne se laissent pas attendrir et s'emparent de sa sainte personne. On le traîne devant une espèce de

(1) BRUEYS, *Histoire du fanatisme* (1737), tome I, p. 303.

(2) Les auteurs catholiques semblent tenir beaucoup à augmenter les chiffres afin, sans doute, de donner à cette affaire l'aspect d'une véritable révolte ; toutefois le comte de Peyre, le premier officier qui arriva au Pont de Montvert après le meurtre de du Chaila ne mentionne que 50 à 60 attroupés (*Histoire générale du Languedoc*, XIV. C. 1574, 2 août 1702) et le duc de Broglie 60 ou 80. *Ibid.* C. 1580 (3 août 1702),

tribunal et là Esprit Segulier, un faux prophète, lui promet la vie sauve s'il veut renoncer à son ministère et devenir prédicant. Mais du Chaila refuse : « Tu mourras donc, reprend l'inspiré, ton péché est contre toi ! » Et les fanatiques se précipitent sur le martyr, le frappent de cinquante-deux coups de poignards et c'est ainsi, ajoute Brueys, que ceux pour lesquels « il veillait, priait sans cesse furent ses propres bourreaux. » (1)

Le meurtre de l'abbé du Chaila fut le commencement des troubles. Dès lors les événements se précipitent. Les fanatiques prennent les armes ; des prophètes qui se disent inspirés du Saint-Esprit les conduisent au meurtre et au pillage. Durant deux ans, la guerre à outrance contre l'Eglise catholique bat son plein jusqu'à ce que les armées du roi viennent y mettre ordre et écraser définitivement prophètes et inspirés.

Il nous reste encore à mentionner un dernier point : Louvroleuil dans son histoire se contente de montrer que le fanatisme a causé la révolte, il raconte les faits simplement. Brueys, au contraire, commente les faits et il en profite pour développer à loisir la thèse qui lui est chère : pour lui les troubles des Cévennes ont été concertés à l'étranger comme ceux du Vivarais ; c'est une menée sourde des ennemis de la France. Il voit qu'il y a entre les réfugiés et les protestants des Cévennes de continues relations et que les uns agissent d'après les instigations des autres et profitent des guerres extérieures que la France entreprend pour créer une révolte à l'intérieur.

Telles sont les propres paroles de Brueys : « Le roi d'Espagne étant mort le 1^{er} novembre 1700, le duc d'Anjou fut appelé à la succession de cette couronne par le testament du feu roi, la proximité du sang et la voix des peuples : l'empereur fut jaloux ; alors on sentit partout que le démon de la guerre allait être déchaîné et tous les états de l'Europe sans attendre aucune déclaration com-

(1) BRUEYS, *Hist. du fanatisme*, tome I, 302.

mencent secrètement à s'y préparer ; *alors* (1) les religieux des Cévennes sentent renaître leurs espérances et commencent leurs assemblées. » Et il continue : « Comme on jouissait encore de quelque ombre de paix et que le temps n'était pas favorable à une révolte ouverte les mutins ne se licenciaient qu'à mettre aux champs les prédicateurs insensés, des quêteurs d'assemblées ou des fanatiques paisibles qui se contentaient de prophétiser et de faire espérer aux imbéciles qui les écoutaient la délivrance prochaine que Jurieu leur avait promise.... Au commencement de 1702, ils ne bougent pas, parce que ce qu'ils apprenaient du succès de nos armes les obligeait à se contenir » (2).

« Mais dès que, vers le milieu de cette année, les mal-intentionnés eurent appris que la guerre était entièrement déclarée, que les armées étaient en marche de tous côtés et que l'orage qui avait longtemps grondé était prêt à éclater, ne gardant plus de mesures ils se soulevèrent ouvertement, prirent les armes et lâchèrent la bride aux plus furieux de leurs fanatiques » (1).

Brueys va même plus loin. Après avoir accusé ainsi les camisards d'entente avec l'étranger, ils les traite de rusés coquins pour avoir voulu justifier leur révolte par de prétendues vexations de la part du clergé catholique. Et il veut au grand jour démasquer cette tromperie qui a surpris la bonne foi de beaucoup. Il s'exprime ainsi : « Ceux-ci, qui pendant la paix avaient souffert sans se plaindre les sollicitations charitables de ceux qui travaillaient à les rendre catholiques, commencèrent à crier et à murmurer hautement contre les moyens dont les ecclésiastiques se servaient pour les obliger d'aller à la messe et d'envoyer

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) BRUEYS, *Hist. du fan.* t. I, p. 289, 290, 291.

(1) BRUEYS, *Hist. du fan.* I, 293. — De la Baume soutient la même idée sans la développer autant, voir son *Histoire de la révolte des fanatiques*, page 30.

leurs enfants au catéchisme ; et ces cris et ces murmures firent tant de bruit et furent si bien colorés que quelques catholiques même s'y laissèrent surprendre et crurent qu'effectivement on avait traité les religionnaires avec trop de sévérité » (1). Ainsi non seulement Brueys expose les causes qui d'après lui ont provoqué la guerre des camisards, mais il va même jusqu'à apprécier celles qu'en donnent les protestants. On voit bien qu'il ne croit pas aux cruautés dont se plaignent ces derniers. Les protestants pour lui sont de fins politiques qui masquent, sous un prétexte futile, leur entente avec l'étranger, entente qui détermine dans les Cévennes la crise fanatique d'où sortit la révolte.

Pour les historiens catholiques la guerre des Camisards a donc été causée par le fanatisme, c'est-à-dire par les visionnaires imbus des doctrines extravagantes de Jurieu. Ce dernier à l'étranger complotait avec les ministres fugitifs pour faire prendre les armes à ses coreligionnaires de France. Les fanatiques dressés à l'école de Du Serre étaient envoyés au moment voulu dans les pays susceptibles d'être soulevés. Du Dauphiné, ils pénétraient en Vivarais. Un instant anéantis dans ce pays, ils reparurent juste à l'époque où une lourde guerre pesait sur les bras de la France et prirent les Cévennes pour théâtre de leurs exploits. Ils ne tardèrent pas à exciter le peuple. Des prophètes se disent inspirés du Saint Esprit et justifient leurs folles extravagances par des textes mal interprétés de la Bible. Ils tiennent des assemblées où ils rendent des oracles avec de bizarres conclusions. La contagion s'établit et bientôt le pays est plein de prophètes et de prophétesses en délire. Leurs discours vraiment diaboliques se dirigent contre l'Eglise romaine et ses prêtres. On en vient à dresser des listes de proscriptions où les plus respectables abbés de la province sont menacés de mort. Ces menaces se réalisent et l'excitation à outrance du peuple cévenol le

(1) BRUEYS, *Hist. du fan.* I, 293.

conduit enfin à des cruautés inouïes dont le meurtre de l'abbé du Chaila n'est que le prélude. L'histoire des écrivains catholiques n'est qu'un long anathème contre l'hérésie maudite et contre les prédicants, armés de fusils et de Bibles, soudoyés par l'étranger, traîtres à leur Dieu et à leur roi (1).

(1) Nous pourrions citer aussi les témoignages de Bâville et de plusieurs autres auteurs catholiques qui pensaient que la révolte était excitée par des consistoires secrets comprenant les principaux chefs du protestantisme.

CHAPITRE II

Témoignages protestants.

La plupart des témoignages protestants sur la révolte des Camisards sont de la plus haute importance, car ils émanent soit de Camisards, soit de gens qui les ont bien connus et ont pu sainement les juger.

Ce sont des lettres de Cavalier ou d'anciens chefs camisards, des propos tenus par eux et rapportés parfois par Labaume ou Louvreleuil, des dépositions d'anciens prophètes, des manifestes lancés sous le nom des Camisards probablement par des émigrés, les mémoires du baron d'Aigalliers et l'histoire d'Antoine Court.

Certains de ces témoignages nous sont, on le voit, rapportés par des historiens catholiques, mais nous pouvons, pensons-nous, les accepter tels que nous les avons, car ils sont en complet accord soit avec le témoignage de Cavalier, soit avec ceux de d'Aigalliers ou de Court.

Une des plus grandes préoccupations des Camisards fut, dès la première heure, de donner une excuse à leur prise d'armes. Ils savaient en effet que celle-ci paraissait très coupable à un grand nombre de leurs contemporains,

même de leurs coreligionnaires, et que, de plus, les ecclésiastiques du Languedoc, l'intendant et toutes les autorités de la province, voulant les perdre dans l'esprit du roi et des populations, les dépeignaient sous les dehors les plus noirs et faisaient courir sur leur compte toutes sortes de faux bruits, aussi ne laissèrent-ils échapper aucune occasion de se justifier.

Dès les premiers mois de la révolte, Cavalier répond au comte de Roure, lieutenant du roi lui demandant les raisons de sa prise d'armes, que, s'il avait agi ainsi, « ce n'était point pour attaquer, mais pour se défendre » et il invoque comme cause de la révolte « la cruelle persécution dont les protestants étaient victimes » et l'obligation où ils étaient « d'aller à la messe et de se prosterner devant des images de bois et de pierre contre les lumières et les mouvements de leur conscience. » Toutefois il proteste de son attachement au roi et dit que tous les Camisards seraient prêts à se soumettre « dès le moment qu'on voudrait bien leur accorder la liberté de conscience et la délivrance de leurs frères et de leurs amis qui étaient sur les galères ou renfermés pour cause de religion dans les prisons ; et qu'on cesserait de faire souffrir aux protestants pour la même cause, des morts cruelles et ignominieuses » (1). Désir de la liberté de conscience et droit de légitime défense sont donc les deux mobiles qu'il invoque pour sa justification et celle des siens ; nous le voyons bientôt invoquer une autre autorité : celle de la Bible. Dans une lettre datée du Désert (14 septembre 1703), lettre qu'il adresse au roi, il cherche à prouver par un grand nombre de passages bibliques que lui et les siens ont dû prendre les armes pour obtenir la liberté de conscience et se garantir des mauvais traitements qu'ils recevaient des évêques ou des ecclésiastiques (2). Il fait les mêmes déclarations après s'être rendu à Villars et revendique la liberté de cons-

(1) *Mém. de Cavalier*, I, 91. — COURT, I, 227.

(2) *Lettre apologétique au roi*. V. DE LA BAUME.

cience dans le premier article du traité qu'il dit avoir remis au maréchal avant sa soumission (1). Salomon, prophète et compagnon de Roland, envoyé par celui-ci pour conférer avec Villars « dit nettement qu'il ne croyait pas que ses frères se soumissent si l'on ne leur accordait le libre exercice de leur religion » (2); et enfin Roland lui-même dans une lettre qu'il envoie à Villars lui dit que « sa conscience ne lui permettrait jamais de désarmer que l'Edit de Nantes ne fut rétabli. »

Le droit de légitime défense, les Camisards l'ont surtout revendiqué contre les ecclésiastiques qu'ils accusent formellement et en maintes circonstances d'être la cause des troubles (3); c'est d'ailleurs contre eux qu'ils ont dirigé les premiers coups. C'est contre eux aussi que Roland est surtout irrité et nous le voyons, en janvier et septembre 1703, lancer des lettres menaçantes contre les curés et missionnaires de Saint-André-de-Valborgne (4).— Un manifeste paru en février 1703 est également très dur pour le clergé du Languedoc : les prêtres et les moines, d'après l'auteur, ont fait revenir les dragons dans les Cévennes pour dissiper les assemblées des N. C. et c'est grâce à eux que les protestants sont assaillis de continuelles vexations. A bout de patience, les Cévenols ont pris les armes ; toutefois, ce soulèvement « n'est pas, dit l'auteur du manifeste, une révolte... C'est un droit de nature qui nous oblige en conscience de nous armer pour repousser la force, autrement nous serions complices de nos propres malheurs, traîtres à nous-mêmes et à notre patrie » (5). Et songeant à ceux qui irritent le roi contre ses propres sujets : « peut-on inspirer à un roi, dit-il encore, la résolution de devenir l'ennemi d'un peuple dont

(1) COURT, t. II, p. 405.

(2) DE LA BAUME, *Op. cit.*

(3) COURT, *Histoire des troubles des Cévennes*, II, 35. III, 5, etc.

(4) COURT, *Op. cit.*, I, 219. II, 40, 41.

(5) COURT, *Op. cit.*, I, 280.

il avait juré qu'il serait le père et le protecteur ? » (1). Dans un second manifeste paru quelque temps plus tard (janvier 1704), le roi est plus directement attaqué ; on ne croit plus qu'il est trompé sur le compte de ses sujets, mais on le rend entièrement responsable du soulèvement cévenol. En révoquant l'édit, en effet, il a rompu du même coup le contrat existant entre lui et son peuple, et celui-ci, délié par là même du serment de fidélité, a pu légitimement se soulever (2).

A ces différents motifs de révolte, il faut en joindre un autre non moins important : l'ordre qu'un grand nombre de Camisards prétendent avoir reçu du St-Esprit de prendre les armes. Tous les Camisards, en effet, ont prétendu être inspirés par lui et avoir reçu dans l'extase l'ordre de résister à l'oppression : « Quelque temps avant que j'eusse reçu par l'esprit l'ordre positif et redoublé de prendre les armes, dit Abraham Mazel (3), je songai que je voyais dans un jardin de grands bœufs noirs fort gras qui broutaient les plantes du jardin. Une personne me dit de chasser ces bœufs, mais je refusai de le faire. Cependant, la même personne ayant fait insistance, je les chassai. Fort peu de temps après, je reçus une inspiration dans laquelle il me fut dit que le jardin était l'Eglise, que les gros bœufs noirs étaient les prêtres qui la dévoraient, et que je serais appelé à mettre en fuite ces hommes. A quelques jours de là l'esprit m'avertit de me préparer à prendre les armes pour la cause de Dieu. Cet avertissement fut suivi de plusieurs autres pareils... Pierre Esprit et Salomon Couderd (4), deux de nos principaux inspirés eurent des

(1) COURT, *Op. cit.*, I, 281.

(2) *L'Europe esclave si les Cévenols ne sont promptement secourus*. Court, *Op. cit.*, II, 200.

(3) L'un des principaux conjurés du Pont de Montvert et l'un des grands prophètes. On pourrait rapprocher les visions de Mazel ou des autres prophètes cévenols de celles de Daniel, des prophètes ou des apocalyses. Sans doute elles leur étaient suggérées par la lecture assidue de la Bible.

(4) Ils furent, avec Mazel, des premiers révoltés. Pierre Esprit s'appelait Esprit Séguier.

avertissements conformes aux miens et quelques autres aussi. » — C'est l'Esprit enfin qui lui ordonne, dans une assemblée, le dimanche 21 juillet 1702 (1), « de prendre les armes sans aucun retardement » et d'aller délivrer ceux de ses frères qui sont au Pont-de-Montvert, prisonniers de l'abbé du Chaila. Et il ajoute : « Aussitôt donc que l'ordre d'obéir promptement m'eut été donné je ne balançai plus à me mettre en devoir de l'exécuter (2).

Des ordres semblables poussèrent Elie Marion de Barre à se joindre aux Camisards : « Je t'assure, mon enfant, lui dit l'Esprit, que je t'ai destiné pour ma gloire dès le ventre de ta mère... » Et, ajoute E. Marion, « ce même esprit de sagesse et de grâce, me déclara aussi qu'il fallait que je prisse les armes. . C'a été uniquement par les inspirations et par le redoublement de leurs ordres que nous avons commencé notre sainte guerre. . Nous n'avions ni force, ni conseil, mais nos inspirations étaient notre recours et notre appui. » (3) — « Tout ce que nous faisons, dit enfin Durand-Fage, soit pour le général soit pour notre conduite particulière, c'était toujours par ordre de l'Esprit » (4). Ils n'ont donc rien fait par eux-mêmes et ne sont, comme dira Misson, qui à Londres prit leur défense contre les accusations d'imposture qu'on leur lançait, que « des instruments admirables et redoutables en la main de Dieu par le moyen desquels sa sagesse adorable et sa toute puissance ont fait de grandes choses » (5).

Le baron d'Aigalliers, dans ses *Mémoires*, est loin d'être aussi enthousiaste pour les prophètes des Cévennes, et cherche les causes de la révolte dans les faits qui l'ont précédée : la promulgation de nouveaux édits, les mesures

(1) Antoine Court place cette assemblée au dimanche 23 juillet.

(2) Misson, *Théâtre sacré des Cévennes*. Nouvelle édition de Bost sous ce titre : *Les prophètes protestants*, p. 77 et 78. Déposition d'Abraham Mazei.

(3) *Ibid.* Déposition d'Elie Marion, 55 et suiv.

(4) *Ibid.* Dép. de Durand Fage.

(5) *Ibid.* p, 19.

vexatoires prises à leur égard, l'attitude des missionnaires et l'intolérance du clergé, la dragonnade. Un « déluge de soldats et de dragons » conduit par des missionnaires était tombé sur les réformés pour les pousser à la conversion ; et alors « un grand nombre de personnes ne pouvant se résoudre à trahir le sentiment de leur conscience se jetèrent dans les bois où ils allaient errants parmi les bêtes pour se mettre à couvert de la fureur des hommes (1) » ; d'autres passèrent à l'étranger, mais beaucoup durent se convertir. Seulement ceux-ci sont loin d'être de zélés catholiques et ce n'est que forcés qu'ils font acte de leur nouvelle religion ou prennent part aux sacrements ; on en voit plusieurs, après avoir été entraînés à l'église où ils ont dû communier, rejeter avec dégoût, en sortant, l'hostie qu'ils ont reçue, au risque des plus dures peines s'ils sont surpris(2). En revanche, les ecclésiastiques, si sévères pour l'observation des sacrements, se préoccupent peu de la sincérité de la conversion : « Il n'y en avait presque aucun, dit notre auteur, qui ne tint ce discours-ci : « Croyez ce que vous voulez, mais faites fonction de catholique », ne se souciant pas que ce fut de bonne foi que l'on participât à leurs mystères, pourvu qu'on leur donnât l'occasion de faire leur cour au roi(3) ». — Pendant vingt ans les assemblées des protestants furent traquées et écharpées, leurs ministres, leurs prédicants et leurs prophètes mis à mort. L'un des plus grands persécuteurs, l'abbé du Chaila finit par les exaspérer : plusieurs l'assiègent au Pont de Montvert, dans sa maison, et le tuent ; cet acte violent fut bientôt suivi d'une terrible répression ; alors la troupe qui commit ce meurtre vit bien qu'elle n'aurait point de grâce à attendre. Ils prirent donc le parti de s'aller cacher dans

(1) *Revue suisse*, 1866. — *Mémoires de d'Aigalliers* publiés par Frosterus, p. 456.

(2) *Ibid.* — Pour ce fait Jacques Huc, maréchal ferrant à Florac fut condamné à la déportation, 1686. V. P. Arnal, *L'Egl. réf. de Florac*, p. 68.

(3) *Revue suisse* 1866, p. 457.

les bois et d'engager avec eux des compagnons pour tâcher de se défendre. Voilà l'origine des derniers troubles du Languedoc, qui ne sont pas l'effet d'un projet de prendre les armes concerté par tous les huguenots, comme les membres du clergé, pour « excuser leur faute en la rejetant sur des innocents (1) », l'ont voulu persuader à la cour.

C'est là aussi à peu près la même origine qu'Antoine Court donne au soulèvement camisard. Cet historien s'étend toutefois beaucoup plus que d'Aigalliers sur les faits qui précédèrent la révolte, sans remonter cependant dans leur étude plus haut que 1697. Mais il écrit une histoire et d'Aigalliers n'a la prétention d'écrire que des mémoires. — Les Edits nouveaux qui, dès la paix de Ryswick, renouvelèrent les plusterrribles rigueurs contre les protestants, la sévérité des gouverneurs, les enlèvements d'enfants prophètes irritèrent beaucoup la population. Le zèle de certains nouveaux convertis contre leurs anciens coreligionnaires et surtout les inhumanités des ecclésiastiques, particulièrement de l'abbé de Chaila, mirent le comble à la mesure et causèrent la mort de celui-ci; enfin Court pense comme d'Aigalliers que la sévérité avec laquelle on réprima ce premier mouvement ne contribua pas peu à la prise d'armes générale. — Notre auteur cependant mentionne aussi une autre cause : le Fanatisme qui avait « gâté » les esprits ; mais les idées qu'il a sur le Fanatisme sont loin d'être les mêmes que celles des catholiques : « Le fanatisme, dit-il, n'est autre chose que le fruit de l'ignorance et de la privation de pasteurs et non celui de l'imposture ; établir comme un fait que les protestants apprirent à leurs enfants à prophétiser, c'est ce qu'ont fait plusieurs catholiques, mais tous sans en donner aucune preuve (2) ». Et, comme d'Aigalliers, il déclare que l'origine de la guerre donnée par eux n'est qu'une échappatoire. Ce sont les curés qui ont poussé à bout les Cévenols et la preuve c'est « qu'on (les Camisards) n'en vou-

(1) *Mémoires de d'Aigalliers. Revue Suisse*, 1866, p. 460.

(2) COURT, *op. cit.*, II. 5, note.

lait proprement qu'à eux ; s'il n'y avait point eu de curés dans les Cévennes, ou d'autres ecclésiastiques animés de leur esprit, il n'y aurait point eu de Camisards (1) ». Court rapporte en même temps quelques-uns des passe-temps de Du Chaila : « Il ne se faisait aucune peine, dit-il, de se mettre à la tête des troupes qui allaient à la quête des assemblées et le jour et la nuit. Les prisonniers qui avaient le malheur de tomber entre ses mains essuyaient des traitements qui paraîtraient incroyables s'ils n'étaient attestés par tous les habitants de ces pays-là. Tantôt il leur arrachait avec des pincettes le poil de la barbe ou des sourcils ; tantôt avec les mêmes pincettes, il leur mettait des charbons ardents dans les mains qu'il fermait et pressait ensuite avec violence jusqu'à ce que les charbons fussent éteints ; souvent il leur revêtait tous les doigts de la main avec du coton imbibé d'huile ou de graisse qu'il allumait ensuite et faisait brûler jusqu'à ce que les doigts fussent ouverts ou rongés par la flamme jusqu'aux os. Son but, en commettant ces barbaries, était d'engager ces malheureuses victimes de son zèle à embrasser la religion romaine, ou de les obliger à déceler, soit les ministres ou leurs retraites, soit les personnes qui fréquentaient les assemblées. Lorsque ces différents supplices n'opéraient pas selon les vœux de cet abbé, il faisait enfermer les prévenus dans les prisons et les tenait dans les ceps (2) ». Au lieu d'amener les protestants au catholicisme, il avait pour une large part contribué à les jeter dans la révolte.

D'après les écrivains protestants, c'est donc le désir de posséder la liberté de conscience et le zèle amer avec lequel clergé et gouverneur du Languedoc appliquèrent l'Edit révo-catoire, puis le droit de légitime défense que revendiquèrent les N. C. contre leurs persécuteurs et surtout les inspirations des prophètes, qui poussèrent d'abord les Camisards à

(1) COURT, *Op. cit.* t. II, p. 3, note.

(2) COURT. *Op. Cit.* t. I. p. 32. Les ceps étaient des poutres fendues dans lesquelles Du Chaila enfermait et comprimait les pieds de ses prisonniers,

prendre les armes. Ensuite la dureté de la répression, au lieu d'apaiser cette première tentative de révolte, l'envenima au contraire, si bien que « comparable dès son commencement à une étincelle qu'une goutte d'eau eût pu éteindre, elle s'alluma au point de fixer toute l'attention de la cour qui craignit avec raison que l'embrasement ne devint général. » (1) Un peu de douceur eut pu tout calmer, une sévérité excessive faillit tout perdre.

Les témoignages protestants et catholiques se contredisant le plus souvent entièrement, nous allons passer à l'examen des faits et tâcher de faire la genèse de la révolte de 1702.

(1) COURT, *op. cit.*, t. I, 3.

DEUXIÈME PARTIE

L'HISTOIRE

CHAPITRE I

L'Histoire jusqu'à la paix de Ryswick 1697.

A) *Les protestants avant la Révocation de l'Edit de Nantes. — L'Edit de Révocation (22 octobre 1685).*

§ I. — MESURES GÉNÉRALES PRISES CONTRE EUX.

Pour bien nous rendre compte des motifs qui poussèrent les habitants des Cévennes à se révolter, nous passerons en revue les différentes mesures qui furent prises contre eux, jetant un coup d'œil seulement sur les mesures générales prises en France contre les protestants.

D'après le témoignage du pasteur Claude, de Charenton, les protestants furent dès la mort de Mazarin accablés d'« une grêle d'arrêts, d'édits, de déclarations, de condamnations d'églises, de démolition de temples, de procès

civils, d'amendes, de bannissements, de destitutions de charges, d'enlèvements d'enfants » (1).

C'était sous l'influence de son entourage et surtout de Louvois, de Letellier son père, ennemis jurés des protestants, de M^{me} de Maintenon et du Père Jésuite Lachaise, que Louis XIV lançait ses édits ou ses déclarations intolérantes; tous le pressaient de « faire son salut » en se montrant impitoyable pour les hérétiques et toute l'assemblée des courtisans l'approuvait à chaque nouvelle mesure prise contre eux. Le but que l'on visait était de ramener les protestants dans l'Eglise catholique en les privant de tous leurs privilèges s'ils demeuraient fidèles à leur ancienne religion; mais pour cela il fallait anéantir l'Edit de Nantes « perpétuel et irrévocable » (2) qui les leur garantissait : L'esprit subtil et retors des Jésuites indique à Louis XIV le moyen de s'en débarrasser. On ne pouvait lui demander de le supprimer d'un seul coup : on le prie de le tourner, on le lui fait tordre, fausser sous prétexte de mieux l'observer « selon les explications légitimes qui ont été données par le feu roi de glorieuse mémoire. » Et le roi crédule et dévot se laissait faire; bientôt même il permit à l'assemblée du clergé de l'Eglise gallicane (1682) d'envoyer à ceux de la R. P. R. (3) le fameux *Avertissement pastoral* les prévenant que s'ils ne se laissaient pas fléchir par la « tendresse » ou par les « prières de l'Eglise, ils devaient s'attendre à de grands malheurs dont les anges de paix pleureraient » (4). C'étaient l'annonce des dragonnades.

(1) LAVISSE ET RAMBAUD, *Hist. générale*, t. VI, p. 291, V. sur ce sujet ELIE BENOIT, *Hist. de l'Edit de Nantes*, t. V. Appendice. — MICHELET, *Hist. de la liberté de conscience*. — L. PILATTE, *Edit. concernant la R. P. R.* — G. BONET-MAURY, *Hist. de la liberté de conscience*. — L'abbé Caveirac, apologiste de la révocation signale 400 arrêts ou déclarations de cette période. V. LAVISSE ET RAMBAUD, *op. cit.*, t. VI.

(2) Préambule de l'Edit de Nantes.

(3) R. P. R. est pour Religion prétendue réformée. Elle devait être ainsi désignée dans tous les actes officiels.

(4) ELIE BENOIT. *Op. cit.* IV, 550.

Elles avaient déjà été inaugurées l'année précédente dans le Poitou. Nous n'entrerons pas dans le détail des scènes horribles auxquelles elles donnèrent lieu ; nous nous contenterons de renvoyer à la description qu'en fait le pasteur Claude dans les *Plaines des protestants de France*. (1) En vain les gens les plus dévoués au roi, voyant où on l'entraîne, protestent ; ils ne sont pas écoutés : Colbert, lassé de se plaindre, se tait et bientôt le chagrin l'emporte ; Dubosc, l'avocat des protestants à la cour, est exilé et c'est inutilement que Ruvigny, délégué des synodes protestants auprès du roi, dénonce à celui-ci la politique du clergé ou que le sceptique Bayle (2), les ministres E. Benoit, Jurieu, Claude s'élèvent contre tant d'injustice.

Enfin l'assemblée du clergé de 1685 se réunit ; son cahier portait la demande pure et simple de la suppression de l'Edit de Nantes qui « ne pouvait plus servir de loi générale en raison des modifications et des interprétations qui en avaient été faites en différentes circonstances. » (3) Le roi ne pouvait refuser, lui qui, d'après le témoignage de la princesse palatine, en était arrivé « à croire tout ce que lui disaient les prêtres comme si cela venait de Dieu. » (4).

Toutefois, il n'accorda pas aussitôt tout ce qu'on lui demandait : « Vous avez vu, dit-il, dans sa réponse au cahier du clergé, qu'il y a quelques articles que je ne vous ai pas accordés, mais vous devez croire que je n'ai pu le faire et que j'en suis bien plus fâché que vous-mêmes. Je tâche de faire mon devoir. » (5) Ce qu'il considérait comme son

(1) pp. 66 et suiv.

(2) Il s'attaque surtout à Louis XIV. V. O. DOUEN, la *Révol. de l'Edit de Nantes*, II, p. 1, note.

(3) LAVISSE et RAMBAUD, *op. cit.* VI, 297. — *Procès-verbaux des assemblées du clergé*, 1685, p. 587, s. — G. BONET-MAURY, *op. cit.* p. 38.

Mgr de Piencourt, évêque de Mende, diocèse comprenant les Cévennes, assistait à cette assemblée. V. *Arch. de la Lozère*, G, 1540

(4) LAVISSE et RAMBAUD, *ibid.*

(5) *Ibid.*

devoir, il devait l'accomplir bientôt après : le 22 octobre 1685, Louis XIV rendait l'Edit révocatoire de celui de Nantes. « *Nunc dimitte servum tuum domine* » murmure alors le vieux Letellier au comble de la joie ; les chaires retentissent aussitôt des louanges du roi, la cour ne tarit pas d'éloges et le roi lui-même, d'après Mme de Maintenon, est fort content d'avoir mis la dernière main au grand ouvrage de la réunion des hérétiques (1) ; et l'ancienne épouse de Scarron ajoutait : « Le P. Lachaise a promis qu'il n'en coûterait pas une goutte de sang et M. de Louvois dit la même chose. »

La suite devait leur montrer qu'ils se trompaient, que l'homme, même le plus calme, se lasse à la fin d'être opprimé et qu'un moment vient où il veut secouer le joug qui l'asservit.

§ 2. — APPLICATION DE CES MESURES EN LANGUEDOC

Pendant que Louis XIV, ses ministres ou le clergé sapaient de tout leur pouvoir l'édifice élevé par Henri IV à la liberté religieuse, que se passait-il dans le Languedoc et comment dans cet ancien foyer des guerres de religion

(1) C'était là, en effet, un grand ouvrage à ses yeux, et préparé depuis longtemps. Beaucoup d'historiens, entre autres Rulhière (*Eclaircissements sur la Révocation de l'Edit de Nantes*), se sont appliqués à démontrer que Louis XIV n'avait jamais voulu révoquer l'Edit de Nantes, mais avait été trompé par son entourage au moment où il rendit l'édit révocatoire ; seulement, il s'agissait alors de venir en aide aux bonnes intentions du roi Louis XIV et de l'amener à accorder l'Edit de tolérance. V. *Bull. de l'hist. du frat. français*, t. XXII, p. 217. J. Le Fèvre, prestre, dans son *Nouveau Recueil de tout ce qui s'est fait pour ou contre les protestants* (1686), contredit formellement Rulhière. Il s'exprime ainsi dans la dédicace au roi : « Ce recueil, sire,... fera voir par des actes authentiques que c'est une chose (l'Edit révocatoire) méditée depuis plus de 30 ans et insensiblement exécutée par la sagesse et la prudence de vos conseillers avant que vous l'ayez achevée d'un seul coup par la puissance et l'autorité du nom de votre majesté. »

avait-on supporté cet abus du pouvoir ? Les habitants de cette province n'étaient-ils pas les enfants des soldats de Rohan et ne se souvenaient-ils pas, au moment où, à Versailles, on travaillait à ruiner leurs libertés, que c'était le sang huguenot le plus pur qui coulait dans leurs veines ? Certes ils le savaient toujours et dès que les édits les avaient atteints, ils avaient énergiquement protesté ; toutefois pas avec ensemble, de sorte que leur protestation, loin d'être regardée comme juste, fut considérée comme une insurrection et les plus hardis qui l'avaient formulée traités en rebelles.

C'est du reste assez tard que les protestants du Languedoc eurent à souffrir de l'intolérance royale, et, avant 1680, il est fort probable qu'ils ne furent soumis à aucune violence ainsi que permet de l'affirmer une lettre de l'intendant d'Aguesseau, datée de cette époque. Les ministres et les anciens du consistoire de Montpellier, ayant à se plaindre des insultes qu'on leur faisait, s'étaient adressés à l'intendant, le suppliant d'user de son autorité pour faire cesser ces insultes et, à ce sujet, d'Aguesseau écrivit aux consuls de la ville : « J'ai été extrêmement surpris, leur dit-il, d'apprendre par une lettre que les ministres de la R. P. R. m'ont écrite et que je vous envoie la plainte qu'ils me font ; vous savez qu'ayant la permission d'exercer leur religion sous le bénéfice des édits et des déclarations que le roi leur a accordées, ils doivent être en toute seureté ; ainsi je vous écris ce mot pour que vous employez toute l'autorité de vos charges pour les assurer contre les insultes dont ils se plaignent ; au surplus je vous prie de m'informer de ce qui s'est passé dans les occasions particulières dont ils parlent afin que je puisse faire faire une justice sévère contre ceux qui ont manqué en cela au respect qu'ils doivent aux ordres de Sa Majesté. » (1) D'Aguesseau d'ailleurs, intendant du Languedoc

(1) *Chroniques du Languedoc*, revue publiée sous la direction de M. de la Pijardière, archiviste de l'Hérault (1878), t. V. p. 283.

doc depuis 1673, s'était toujours montré plus préoccupé d'augmenter la richesse de sa province en favorisant le commerce, l'industrie ou l'agriculture que d'inquiéter les gens au sujet de leur religion ; seulement, il allait être bientôt obligé de changer d'attitude. Le clergé, à l'assemblée générale de 1680, s'était montré plus exigeant que jamais contre l'hérésie. S'était-il plaint de d'Aguesseau ? On ne peut l'affirmer ; toujours est-il qu'en 1681, celui-ci fut appelé à Versailles (1) pour concerter la conversion de sa province et dès lors il dut appliquer contre les protestants les ordres du roi.

C'en était fait de la tranquillité du Languedoc. Pendant quelque temps encore d'Aguesseau put atténuer sensiblement la sévérité des édits, mais bientôt le clergé du pays, enhardi par la promulgation de l' « *Avertissement pastoral* », devint outrageant pour ceux de la R. P. R. ; les catholiques, de l'avis de Noailles, ne se conduisirent pas « de manière à calmer ces cœurs inquiets et ulcérés. Des ecclésiastiques se montrèrent si emportés dans le Vivarais qu'on fut obligé d'écrire aux principaux gentilhommes du pays qu'ils réprimassent leur faux zèle et cherchassent en secret les moyens de servir la religion et le roi » (2). Un prêtre soufflète en pleine rue à Saint-Hippolyte du Fort un paysan huguenot qui ne s'est pas découvert devant le Saint-Sacrement et, comme tous les protestants s'indignent de cette audace, Louvois, informé du fait, interdit le temple de cette ville. D'autres, par tous les moyens, cherchent à espionner les fidèles ou les ministres, surveillant avec attention l'exécution des dernières déclarations royales, dures entre toutes pour les réformés. Celle du 20 juin 1682 surtout qui interdit les assemblées hors des temples, leur est particulièrement odieuse, car elle condamne des populations entières à ne plus avoir de culte, un grand nombre de temples ayant été démolis ou interdits.

(1) N. PEYRAT, *Histoire des pasteurs du désert*, t. I, p. 117.

(2) *Mémoires de Noailles*, p. 12.

Devant cet état déplorable, les églises du Languedoc décident de réagir. Ne pouvant prendre de décisions dans aucune assemblée ou synode, où les catholiques ont droit d'entrer, ne pouvant se réunir en assez grand nombre sans courir le risque d'éveiller des soupçons, les membres des églises et les ministres chargent des *directeurs* laïques de prendre les mesures nécessaires. Ceux-ci se rendent dans le plus grand secret à Toulouse en juin 1683 chez Claude Brousson, avocat déjà connu dans les églises pour avoir plaidé en faveur de la cause protestante et qui devait devenir l'un des plus grands pasteurs du Désert, et là, décident de protester contre l'oppression dont ils sont victimes et de reprendre, dans toutes les églises du midi, les exercices du culte le 27 juin. (1) Claude Brousson fut le principal élaborateur de ce projet. Les Directeurs rédigent avant de se séparer une adresse à Louis XIV pour justifier devant lui leur conduite et celle des protestants, puis se rendent chacun dans leurs églises respectives pour mettre le projet à exécution.

Ce fut la première résistance à la politique royale en Languedoc.

Malheureusement il n'y eut pas d'entente ; à Nîmes, les discussions entre *politiques* et *zélateurs* (2) entravent tout. Les Cévennes se soulèvent, mais sans ensemble. Le 27 juin, il n'y a pas de culte ; 3000 personnes, par contre, se réunissent le 11 juillet à Saint-Hippolyte dans un champ, et le 18 les églises interdites du Vivarais font des assemblées. Ces timides tentatives devaient avoir un effet entièrement opposé à celui qu'on avait visé et, loin d'être effrayé de ce mouvement, Louvois ne songea qu'à le réprimer. Il accorda l'amnistie des populations à la prière de d'Aguesseau, mais en excepta les ministres et envoya dans le Midi, Noailles et St-Ruth avec des troupes : la dragonnade fut le résultat

(1) HUGUES. *Hist. de l'Egl. réf. d'Auduze*, p. 615.

(2) E. BENOIT *Op. cit.* V 629 et suiv. — Les *politiques* étaient les esprits timides qui s'opposèrent à toute protestation. Les *zélateurs* les partisans absolus du projet de Brousson.

de l'hésitation apportée à l'exécution du projet de Brousson.

Elle commença par le Dauphiné et le Vivarais où les protestants résistèrent ayant à leur tête plusieurs pasteurs ; mais ils furent battus, plusieurs périrent dans les supplices, entre autres le pasteur Homel et le pays fut saccagé (1). Puis ce fut le tour des Cévennes ; pour prévenir la dragonnade, cinquante ministres des églises cévenoles réunis, sur le conseil du comte de Roure, en assemblée générale à Cognac (2) avaient rédigé une adresse au duc de Noailles, à laquelle l'Eglise de Saint-Hippolyte ne voulut pas adhérer ; pour toute réponse, Noailles fait jeter les porteurs en prison et lance ses troupes sur les Cévennes (octobre 1683). L'indocile Saint-Hippolyte est la première châtiée ; à la nouvelle de l'arrivée des troupes royales, les Saint-Hippolytains désertent leur ville ; les enfants, les femmes et les vieillards se réfugient dans les bois, tandis que les hommes valides prennent les armes. Mais le lieutenant de Noailles, Tessé, qui marchait sur eux à la tête de ses dragons, sut déjouer leur noble dessein de se défendre et, après leur avoir promis une amnistie complète pour leur faire déposer les armes, il les traita fort durement (8 octobre 1683). Noailles se dirigea ensuite sur les Hautes Cévennes qui reçurent un traitement analogue au Vivarais ou au Dauphiné. Dans son ordonnance du 3 octobre 1683, Louvois ordonne à d'Aguesseau « de faire nourrir les troupes aux dépens du pays, de saisir les coupables et de faire leur procès, de raser les maisons de ceux qui avaient été pris les armes à la main..., de raser les temples et de causer une telle désolation que l'exemple épouvante. »

Les dragons hivernent donc en Cévennes. Il y en a à Saint-Hippolyte où pour les nourrir les habitants doivent dépenser « 244000 livres comme ils le justifient par un compte en bonne forme » (3) ; il y en a à Anduze, à

(1) E. BENOIT. *Op. cit.* t. V. p. 656 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 657.

(3) *Ibid.* p. 669. Voir le détail de ce compte, HUGUES, *Op. cit.*, p. 636.

Sauve, à Saint-Germain-de-Calberte et les habitants de la R. P. R. doivent pourvoir à leur subsistance : « A cet effet, les colloques d'Anduze, Sauve et Saint-Germain qui composaient toutes les Cévennes devaient s'assembler au nombre de quatre députés au plus par colloque... pour procéder à la répartition de ce que chaque lieu dépendant de chaque colloque devait contribuer pour la subsistance des troupes » (1). Et ils restent là jusqu'au 22 juillet de l'année suivante. On peut se faire une idée de ce que durent souffrir ces malheureuses populations ; tant que l'on eut de quoi satisfaire les troupes, tout alla relativement bien, mais lorsque les provisions s'achevèrent, ce ne furent plus qu'injures, menaces et coups. C'était chèrement payer l'audace d'avoir un instant contrevenu aux ordres de Sa Majesté.

Pendant ce temps, d'Aguesseau, lui-même malgré sa répugnance pour la violence, s'était mis à sévir : il fallait exécuter les ordres de Versailles. Les populations cévenoles avaient été frappées par la dragonnade ; l'intendant voulait frapper les instigateurs du projet de Brousson, les ministres. Beaucoup, se sentant sous le coup d'une formidable accusation, avaient fui : on les jugea par contumace ; peu furent absous, leurs temples furent interdits ou démolis ; trois ordonnances de d'Aguesseau condamnent les ministres du Bas-Languedoc, des Cévennes et des Hautes-Cévennes à des peines diverses (2), tandis que de nombreux juge-

(1) HUGUES, *Op. cit.*, p. 632.

(2) V. E. BENOIT, *Op. cit.*, V. 669, 670. — *Ordonn. du 26 juin 1684.* — Contre les ministres du Bas-Languedoc : Icard et Peyrol de Nîmes, Laborie d'Uzès, condamnés les 2 derniers à être pendus, Icard roué ; les ministres d'Aimargues, St-Gilles, Vauvert, Congénies, interdits et condamnés à 300 fr. d'amende. Ceux de Beauvoisin, Aimargues, Calvisson, Nages, décrétés de prise de corps.

Ordonn. du 3 juill. — Contre les pasteurs des Cévennes : Rossel père, du Vigan, *Olimpies* de St-Paul-Lacoste, de la *Roquette* du Monoblet, condamnés à la roue. Vial, Teissier, Gronquet, Mazel, Cordil, Astruc, Rossel fils, des églises d'Aulas, Mandagout, St-Roman,

ments sont rendus contre les temples (1). Enfin en septembre 1685 ainsi qu'en fait foi un « Estat général des dépanses et taxes contre les habitants de la R. P. R. », il condamne les différentes communautés à des amendes énormes si l'on songe à l'époque et à toutes les impositions dont elles ont souffert pendant la dragonnade (2). On ne peut s'étonner de voir dans un mémoire présenté aux Etats du Languedoc (31 octobre 1684) que l'état de détresse du Gévaudan est tel que l'on n'y a pas « de quoi semer » (3).

On comptait sans doute hâter les conversions par

St-Privat, Sumène, Vestric, Canaules, Aigremont, Avèze, condamnés à être pendus. *Aigoin*, *Pistori* et *Bartelemy*, interdits pendant 3 ans. *Roux* de Toiras, décrété de prise de corps.

Ordonn. du 4 juill. — Abolit l'exercice du culte à Lasalle, St-Roman, Cros, Collognac, Monoblet, Valestelière. Les ministres du Pompidou, St-André, St-Germain, St-Etienne, Barre, Molezon, Genouillac sont décrétés de prise de corps et les églises demeurent destituées et dans le même état qu'interdites.

(1) *Bull. de l'hist. du prot. français*, XXXIV, 126. — *Jugem. du 13 février 1685.* — Le temple du Pompidou n'est pas condamné par défaut d'information. Un jugement du 6 septembre 1685 le condamnera à être démolí, tandis que 2 habitants du lieu, *Jean Brunel* et sa femme *Marie Boulet* devront faire amende honorable « nus en chemise, la corde au col », seront bannis du royaume et auront leurs biens confisqués.

Jugem. du 14 février 1685. — Contre Béasses et Molezon : l'exercice est interdit, la maison où se faisait le culte sera démolie, les habitants condamnés à 600 fr. d'amende et aux dépens. La cloche confisquée au profit des papistes.

Puis viennent : 16 février, condamnation des temples de Gabriac et Ste-Croix ; 17 fév., de celui du Collet de Dèze ; 20 fév., de celui de St-Martin de L^e, etc.

(2) *Ibid.* Extrait des archives de la cour d'appel de Nîmes. — *Par jugement du 1^{er} septembre 1685*, sont condamnés :

Frayssinet, Frugères, St-Julien d'Arpagon à 1542 livres 11 sols 6 deniers, temples démolis et religion interdite ; Vallerague, 667 l. 8 s. 10 d. ; Florac, 903 l. 3 d. ; Collet de Dèze, 457 l. 1 s. 7 d. ; Béasses et Molezon, 679 l. 10 s. 10 d. ; Vébron, 825 l. 14 s. ; Gabriac et Ste-Croix, 592 l. 11 s. ; St-André, 1035 l. 6 s. ; Le Pompidou, 1306 l. 5 s. 10 d., etc.

(3) DOM DEVIC et DOM VAISSETTE, *Hist. gén. du Languedoc*, t. XIV, p. 1326.

ces rigueurs, mais elles ne faisaient qu'aigrir l'esprit du peuple. On avait envoyé, après les dragons, des missionnaires ; mais, établis par la force, ils ne pouvaient espérer se faire bien venir des populations cévenoles qui les considéraient seulement comme des espions restés pour les surveiller, et leur action demeura à peu près nulle. Les conversions avaient été rares (1) : désormais il n'y en eut plus.

Cependant on s'impatiait à Versailles, aussi Louis XIV résolut-il de frapper un grand coup et de faire entrer par

(1) Les protestants de Fraissinet de Fourques étaient convertis au catholicisme depuis 1647. De 1648 à 1686 on ne trouve plus que des conversions isolées, le plus souvent de nobles, à qui leur religion aurait fermé les charges et les honneurs, et de ceux qui sont sous leurs ordres.

Parmi ces N. C. on peut citer : Noble Laurent de Frugères, Paul Imbert, fils du ministre de St-Hippolyte, Paul Pontier, fils du ministre de Durfort, etc., qui abjurent au couvent de Mende.

Au couvent des Capucins de Florac abjurent : Noble Robert de Renard, seigneur de Lasalle et de Mazaribal, ainsi que Jean, Amat, Jean-Pierre, Magdelène, Jeanne, Judith et Anne de Renard. V. *Archives de la Lozère*, G. 994.

Nous avons un 'Estat et nombre de ceux qui habitent les paroisses de Cévennes qui sont dans le diocèse de Mende avant la Révocation de l'Edit de Nantes » : Bédoués 200 catholiques et 150 huguenots. — St-Martin de Boubaux 22 c. et 692 h. — St-Etienne V. F. 57 c. et 1433 h. — St-Julien d'Arpachon 0 c. et 495 h. — Les Balmes 17 c. et 92 h. — St-Laurent de Trèves 50 c. et 450 h. — Vébron 73 c. et 1127 h. Fraissinet de Fourques 360 c. et 435 h. — St-Martin de Campcelade 8 c. et 300 h. — Le Pompidou 24 c. et 796 h. — Molezon 55 c. et 353 h. — Le Bousquet 14 c. et 100 h. — Barre 18 c. et 508 h. — St-Martin de L^e 29 c. et 560 h. — Gabriac 47 c. et 240 h. — Ste-Croix 33 c. et 587 h. — N.-D. de Valfrancesque 15 c. et 545 h. — St-Germain de Cte 85 c. et 623 h. — St-André de Lancize 14 c. et 386 h. — St-Hilaire de Lavit 17 c. et 386 h. — St-Michel de Déze 38 c. et 340 h. — Le Collet de Déze 60 c. et 740 h. — La Melouze 5 c. et 65 h. — St-Julien des Points 100 c. et 108 h. — St-Andéol 2 c. et 300 h. — St-Frézal de V. 4 c. et 556 h. — St-Privat de V. 0 c. 394 h. — Frutgères 4 c. et 825 h. Fraissinet de Lozère 24 c. et 550 h. — Les Bondons 445 c. et 118 h. — Cocurès 134 c. et 134 h. — Grizac 9 c. et 325 h. — Cassagnas 17 c. et 494 h. — Marvejols 1823 c. et 822 h. — St-Léger de Peyre 1600 c. et 412 h. — Serverette 450 c. et 120 h. — Total : 6,033 c. et 17,956 h. (*Arch. dép. de la Lozère* G 1,0005 et G 714).

la force dans le sein de l'Eglise ceux qui jusque-là avaient résisté à toutes les mesures. « On avait résolu, dit Noailles, d'envoyer des troupes au lieu de missionnaires partout où il restait des partisans de l'hérésie et de loger chez eux les soldats, jusqu'à ce que de tels hôtes les fissent obéir aux pieuses volontés du roi » (1). C'était la conversion forcée.

Le 6 octobre 1685, Noailles se mit en marche avec sept régiments de dragons et ses « missionnaires bottés », à en juger par les conversions qu'ils firent, eurent un énorme succès. « Je ne sais plus que faire des troupes, écrit-il d'Alais, parce que les lieux où je les destinai se convertissent tous généralement, et cela va si vite que tout ce que peuvent faire les troupes est de coucher une nuit dans les lieux où je les envoie. » (2) Et en effet, les populations, terrifiées par l'approche des dragons, se souvenant des mauvais traitements qu'elles ont naguère souffert et de la misère où les ont plongées de si encombrants visiteurs, étaient prises de panique et promettaient de se convertir (3) : c'est ainsi que Montpellier, Mauguio, Sommières, Lunel, Nîmes, les Cévennes tout entières furent réunies au catholicisme et que Noailles triomphant pouvait écrire à Versailles quelques jours avant la promulgation de l'Edit révoatoire : « Au mois de novembre le protestantisme n'existera plus en Languedoc ». Presqu'aussitôt Louis XIV décrétait la France catholique et les protestants devenaient des nouveaux convertis.

L'Edit révoatoire contenait en substance :

La Révocation de tout édit et concession faite en faveur des P. R. : en conséquence, il ordonnait la démolition de tous les temples ; la défense à ceux de la R. P. R. de s'assembler pour l'exercice de leur religion en aucun lieu et sous aucun prétexte ; l'ordre à tous les ministres qui ne voudraient pas embrasser la religion catholique de sortir du

(1) NOAILLES. *Mémoires*, p. 268. HUGUES, *Op. cit.*, p. 643.

(2) HUGUES. *Op. cit.*, 647. NOAILLES, *Mémoires*.

(3) Nous les désignerons par les deux lettres N. C. comme l'on faisait dans les actes officiels.

royaume quinze jours après la publication de l'Edit ; l'ordre de faire élever les enfants dans la religion catholique ; la défense à tout particulier de sortir du royaume et avertissait que les déclarations contre les relaps seraient exécutées. « Pourront au surplus, ajoute Louis XIV, les dits de la R. P. R., en attendant qu'il plaise à Dieu de les éclairer comme les autres, demeurer dans les villes et lieux de ce Royaume, Païs et Terres de nôtre obéissance et y continuer leur commerce et jouir de leurs biens sans pouvoir être troublez ni empêchez sous prétexte de la dite religion à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler, sous prétexte de prière ou de culte de la dite religion de quelque nature qu'il soit, sous les peines de corps ou de bien. »

Quel fut l'effet produit par cet édit ? Nous allons le voir.

B) *Application de l'Edit de Révocation en Languedoc jusqu'à la paix de Ryswick (1697)*

§ I. — ASSEMBLÉES ET PRÉDICANTS. — VIVENS

Noailles annonçant la ruine totale et prochaine du protestantisme en Languedoc, avait-il été bon prophète ? Il devait lui-même bientôt apprendre que non.

Les événements toutefois semblèrent lui donner raison dès l'abord ; la plupart des habitants épouvantés, par la dragonnade, s'étaient laissés conduire à l'Eglise et, pour éviter d'être en butte aux rigueurs de la loi, faisaient acte de catholicisme. Peu nombreux furent dans les Cévennes ceux qui purent se résoudre à l'exil et, tandis que dans tout le reste de la France les malheureux huguenots essayaient malgré les plus grands dangers de passer la frontière, le plus grand nombre ici, attachés à leurs champs, à leurs montagnes, au foyer qui les avait vus naître, restèrent chez eux.

Une des raisons qui décidèrent sans doute aussi les Cévenols à ne pas s'expatrier fut la façon dont était exprimé

le onzième article de l'Edit du mois d'octobre et qui était assez rassurante. Les protestants n'avaient plus leurs anciennes libertés, mais on leur permettait de les laisser vivre « sans être troublez ni empêchez sous prétexte de leur religion. » Eux qui venaient de voir la dragonnade purent croire à un ralentissement des rigueurs ; ils devaient être bientôt détrompés. Dès que l'édit fut connu, beaucoup de gens qui, par peur des dragons, avaient fui et ne s'étaient montrés qu'au moment où tout danger avait semblé passé, refusèrent plus que jamais de se convertir pensant avoir le nouvel édit pour eux ; de nombreux N. C., bourrelés de remords et honteux de leur faiblesse désertèrent les églises montrant combien peu était sincère une conversion uniquement provoquée par la force : « Les dragons avaient tout fait, dit Noailles ; cet épouvantail une fois éloigné tout était perdu. » (1) — Et cet officier qui en ce moment commandait en Cévennes n'osa pendant quelque temps réagir contre ce mouvement : Louvois lui apprit bientôt comment l'on entendait à Versailles que l'Edit fut interprété : « Sa Majesté désire, lui écrit-il dans sa lettre du 5 novembre 1685, *que vous vous expliquiez fort durement* contre ceux qui voudront être les derniers à professer une religion qui lui déplaît et dont elle a défendu l'exercice dans tout son royaume. » (2) Cet ordre aggravant singulièrement l'Edit révocatoire fut exécuté, mais il ne devait pas avoir plus d'effet que les rigueurs précédentes.

Les Cévenols non convertis, et ils étaient nombreux encore, n'avaient pu rester longtemps sans culte et ne l'avaient, à vrai dire, jamais complètement cessé. Leurs réu-

(1) NOAILLES. *Mémoires*, p. 23. — BONNEMÈRE. *Histoire des Camisards*.

(2) E. BENOIT. *Op. cit.*, V. p. 868. — Les protestants restant à convertir furent soigneusement notés. Ainsi il y a plusieurs listes dressées par les curés à ce sujet : notons une liste du curé de Saint-Laurent de Trèves ; une attestation du curé de Molezon portant que 250 personnes de sa paroisse ont abjuré (il y a actuellement environ 400 habitants.) *Arch. Lozère*, G. 996.

nions furent d'abord peu nombreuses, familiales presque, faites le soir au moment où elles risquaient le moins d'être surprises; puis des assistants vinrent: ce fut tout un village qui se réunit, ensuite plusieurs s'assemblent la nuit dans les cavernes ou au fond des bois pour chanter les vieux psaumes ou lire ensemble la Parole de Dieu. Ces lectures ranimaient les cœurs abattus, la prière faite en commun les fortifiait et chacun s'en allait toujours plus persuadé que l'épreuve n'était que passagère et que, selon les promesses des prophètes, Dieu n'abandonnerait pas son peuple si celui-ci lui demeurait fidèle.

Il n'y avait plus de pasteurs; tous avaient dû s'exiler: des prédicants sortent alors de la foule, répètent des sermons qu'ils ont autrefois entendus, se livrent parfois à d'admirables improvisations et édifient leurs frères. C'est d'abord Vivens, maître d'école et cardeur à Valleraugue, qui fait des assemblées à Ste-Croix de Caderles, à St-Martin de Boubeaux, au Dégoutal (St-Privat de Vallongue), au Galta, près de St-Germain-de-C^{te}, à Currières, paroisse de Cassagnas, à Barutel, près de la Calmette, à St-Césaire près de Nîmes, à Baron, près d'Uzès; puis paraissent Vidal de Colognac, Dalgue, de Lasalle; Pierre, régent à Soudorgues. C'est un immense réveil religieux: dans la nuit du 19 au 20 janvier 1686, Vidal prêche à Lamotte, entre St-Félix et Durfort, devant un auditoire de près de 4 000 personnes (1) et, à l'assemblée qui eut lieu le 29 avril 1686 à Currières, la nuit ne suffit pas pour permettre au prédicateur, Vivens, de donner la coupe à tous les assistants (2). Beaucoup, pour ne pas éveiller de soupçons, vont le matin à la messe, et le soir à l'assemblée, mais tous appartiennent toujours à leur ancienne religion, aussi peut-on dire que six mois après la révocation de l'Edit de Nantes, la réforme était plus vivante que jamais dans le Languedoc. Pour prêcher devant ces foules, d'autres prédicants s'étaient bientôt levés,

(1) O. DOUEN. *Les premiers pasteurs du désert*, II, p. 10,

(2) *Ibid.* p. 26,

gens sans instruction le plus souvent, mais animés d'une foi ardente qu'ils scellèrent presque tous de leur sang. Ce sont : Meyrueis, cardeur d'Anduze ; Rocher, chantre dans une église des Cévennes aux environs de Barre ; Mazel, de Lasalle ; Gazan, de St-André de Valborgne ; Couderc, de Vilgouve (Pont de Montvert) ; Artigues, dit La Poste, de Ste-Croix V. F. ; Jean Lapierre, cordonnier de Lasalle, Chapus, tisserand d'Anduze ; Berthézène, cardeur de Val-leraugue ; Dhombres, ancien de l'église de St-Paul Lacoste ; David Quet, maître d'école au Pont de Montvert ; les 3 frères Etienne, Paul et Pierre Plan ; Fulcrand Rey, proposant, (étudiant en théologie), de Nîmes. L'esprit d'indépendance qui avait fait lever les églises en 1683 n'était pas mort et la conversion des Cévennes était à recommencer.

§ 2. -- LA RÉPRESSION. — BÂVILLE.

C'était bien là ce qu'avait craint un homme, nouveau venu dans la province, mais qui devait dorénavant y jouer un grand rôle et y acquérir un terrible renom. Je veux dire Bâville.

Arrivé en Languedoc en septembre 1685 pour remplacer d'Aguesseau que Louvois jugeait sans doute trop faible ou trop bon pour faire exécuter le nouvel édit dans sa province turbulente, Bâville avait accompagné Noailles pendant la dragonnade d'octobre 1685, mais plus perspicace ou plus observateur que lui, il ne s'était pas laissé prendre au semblant de conversion des foules huguenotes : « Je crois, écrit-il à son retour des Cévennes, pouvoir vous mander présentement la conversion du Languedoc ; du moins, les Cévennes sont entièrement converties. Il n'y a pas un lieu un peu considérable où je n'ai été avec M. de Noailles et tout s'est converti à son arrivée. Il n'y a point de paroisse qui n'ait été bien nettoyée. Voilà un grand ouvrage, mais en vérité, il ne faut pas le croire entièrement consommé. Il demande bien des soins : *Il est question de gagner les cœurs* et de faire comprendre à ce grand nombre de con-

vertis qu'ils ont bien fait de prendre ce parti qu'ils n'ont pris que par une obéissance aveugle aux ordres du roy (1) ».

Or, que fit-on pour gagner les cœurs ? On employa la force, et, dès la première nouvelle des assemblées des Cévennes, on lança de nouveaux édits et l'on envoya de nouveaux dragons. Les parents se montraient rebelles aux ordres du roi : l'édit de janvier 1686 décréta l'enlèvement des enfants de la R. P. R. ou des N. C., prétendant que « leurs parents... ne pourraient faire qu'un mauvais usage de l'autorité que la nature leur donne » sur eux et ordonnant de les envoyer à l'école ou au catéchisme ; si les parents refusaient, les enfants doivent être placés chez des catholiques ou dans des collèges spéciaux, et, au cas les parents seraient pauvres et ne pourraient payer la pension, on enverra les enfants dans les hôpitaux. Six autres arrêts ou déclarations, sur lesquels nous ne pouvons nous étendre, sont encore promulgués contre les N. C. dans ce seul mois de Janvier ; tous portent atteinte à leurs droits les plus légitimes.

Il y a plus. Ces édits, et le premier surtout, occasionnent une panique immense : l'émigration, jusque là peu considérable, augmente d'une façon fort inquiétante : le 26 avril, une ordonnance est lancée par Louis XIV contre les malheureux émigrants, les condamnant aux galères et promettant les deux tiers de leurs biens à ceux qui les arrêtent. Ordre a été donné d'appeler les prêtres en cas de maladie afin de recevoir d'eux les sacrements ; mais beaucoup ne le font pas, ou, se voyant sur le point de mourir, refusent d'accomplir ce qu'ils regardent comme un sacrilège ; la déclaration du 29 avril annonce qu'ils seront regardés comme relaps ; en cas de mort, ils seront trainés sur la claie ; en cas de guérison, envoyés, les hommes, aux galères, les femmes, au couvent ; c'est la tour de Constance ou le château de Sommières qui le plus souvent reçoivent ces malheureuses victimes en Languedoc. Plus tard, comme les assemblées sont toujours aussi nombreuses, on pense

(1) *Bull. de l'Hist. du prot. français*, t. 24, p. 136.

que les ministres sont revenus de l'étranger et la fulminante déclaration du 1^{er} juillet 1686 est lancée : elle condamne à mort les ministres qui seront pris et les prisonniers faits dans les assemblées ; ceux qui donneront asile aux ministres, aux galères. En outre, elle offre des primes de 5500 livres pour la capture d'un ministre et de 500 livres pour la découverte d'une assemblée. On enlève les enfants, on force à prendre les sacrements, on condamne aux galères et à mort, et c'est là ce que Louis XIV appelait laisser vivre sans être troublé ni empêché pour cause de religion.

Les dragons étaient chargés de l'exécution de ces décrets. Depuis le commencement de janvier ils étaient installés dans les Cévennes, sous le commandement de Rosen d'abord, puis du marquis de la Trousse, cousin de M^{me} de Sévigné. Une ordonnance que celui-ci envoie à ses officiers nous renseigne bien sur le rôle qu'ils avaient à jouer et nous donne une idée de la terreur qu'ils durent répandre (1). « Il faut, leur dit la Trousse, que chaque officier s'applique, dans son quartier ou dans les autres lieux qui seront soumis à ses soins, à voir si les N. C. vont à la messe ou aux instructions et s'ils envoient leurs enfants à l'école ; c'est principalement à ces choses où il faut s'attacher pour qu'on y satisfasse. Lorsque dans une paroisse il se trouvera des opiniâtres qui refusent d'aller à la messe et aux instructions et d'envoyer leurs enfants à l'école ou au catéchisme, il est nécessaire de doubler et de tripler les logements des cavaliers, dragons ou soldats et de ne les retirer que quand ils auront donné des marques d'une meilleure conduite... Si les logements ne corrigent pas les N. C. obstinés, l'officier en donnera avis, afin qu'on y mette ordre en les envoyant dans de dures prisons et en faisant condamner à l'amende les pères et mères des enfants qui n'iront pas à l'école ». Mais il n'oublie pas

(1) E. BENOIT, *Op. cit.*, t. V, *Appendices*, p. 198. Elle est sans date.

qu'il est là pour empêcher les assemblées « où l'on s'encourageait aux rigneurs et à l'hérésie » ; aussi fait-il, sonner bien haut l'annonce des primes offertes. Seulement, les assemblées sont gardées avec vigilance ; la Trousse le sait et il prévient ses troupes : « Il y a, dit-il, une chose essentielle à remarquer : c'est que les gens qui composent ces assemblées ont soin de poser des sentinelles une lieue à l'avance de l'endroit où ils sont ; ainsi il y a de la prudence à faire les précautions nécessaires pour se saisir de ces sentinelles ». Lorsqu'on aura surpris l'assemblée, il ne sera pas mal à propos d'en écharper une partie et d'en faire arrêter le plus que l'on pourra ».

Les dragons s'acquittent bien de leur tâche et, grâce à la trahison de quelques malheureux alléchés par l'appât de la prime, beaucoup d'assemblées sont découvertes : parmi les assistants pris, quelques-uns sont mis à mort, la plupart envoyés aux galères et, si nous consultons les listes des forçats, nous trouvons à cette époque beaucoup de noms cévenols parmi le personnel des chiourmes (1). Beaucoup d'émigrants sont aussi capturés et bientôt les forçats sont en excès. Afin de ne pas encombrer les pontons ou les prisons, Louvois ordonna de ne faire que peu de prisonniers, dans les assemblées, mais « d'en coucher le plus possible sur le carreau » (2) ; les condamnations à mort se font de plus en plus nombreuses et les forçats qui restent sont envoyés en Amérique pour peupler les colonies, mars 1686 (3).

Cependant les assemblées se tiennent toujours : arrestations, condamnations à mort, galères n'y font rien. Depuis longtemps les rigneurs semblaient avoir un résultat tout opposé à celui que l'on en avait attendu ;

(1) BENOIT, *Op. cit.* t. V. p. 1020 et suiv., listes de forçats, et surtout *Bull. de l'hist. du prot. français*, galériens.

(2) *Lettre de Bâville*, 25 août 1688.

(3) E. BENOIT, *Op. cit.*, t. V., p. 973 et suivants. Souvent on les conduisait dans les ports pour leur faire craindre seulement la déportation. t. V. *Ibid.* p. 1020 et suiv.

par un phénomène bien connu, elles n'avaient d'autre effet que d'exaspérer les foules. Une seconde cause poussait les Cévenols à s'attacher de plus en plus à leur religion.

A ces foules privées de pasteurs, on avait envoyé des prêtres ou des missionnaires. Or, ces prêtres ; qui étaient-ils ? « De forts mauvais sujets » dit Bâville (1). « Ils ne sont, d'après Noailles, pas assez savants pour soutenir la cause de Dieu et leurs vices méritent les plus grands reproches, dans les Cévennes surtout, ce rempart de l'hérésie ». (2) Cependant ces gens-là, ignorants et d'une moralité douteuse, ont sur les habitants de la R. P. R. ou les N. C. un pouvoir immense puisqu'ils peuvent attirer sur eux les plus terribles châtiments : « Voulons et Nous plait, dit en effet Louis XIV dans sa déclaration du 26 avril 1686 par exemple, que, sur les avis donnés à nos juges par les curez, vicaires ou prêtres aux quels les refus (de prendre les sacrements) auront été faits et sur les déclarations des malades de vouloir mourir dans la R. P. R. nonobstant leur abjuration et qui sont morts en cet estat, nos dits juges informent des dits refus et déclarations... Nous ordonnons que le procès soit fait aux cadavres et à leur mémoire... et qu'ils soient traînez sur la claie et jettez à la voirie et leurs biens confisquez. » De ce pouvoir, ils en usent, en abusent peut-être même, « car, nous dit encore Noailles, la plupart des gens de ce pays et surtout les prêtres agissent par passion et pour satisfaire des ressentiments particuliers » (3). Malheur à celui qui leur déplaisait ou qui était leur ennemi : il était sûr de voir bientôt entrer les dragons chez lui, car c'était avec les « consuls et missionnaires » que les officiers *s'entendaient* pour connaître *au vrai* les gens qui se conduisaient

(1) NAP. PEYRAT, *Hist. des pasteurs du désert*, t. I, p. 154. — *Mémoires de Bâville*.

(2) *Ibid.* p. 155. — *Mémoires de Noailles*.

(3) NOAILLES, *Mémoires*, p. 23. — BONNEMÈRE, *Hist. des Camisards*, p. 48.

mal (1). Comment les N. C. auraient-ils pu s'attacher à ces hommes ? Ils jugeaient de la différence entre leur religion et celle qu'on voulait leur imposer par la valeur de leurs représentants et tandis qu'ils chérissaient leurs pasteurs ils abhorrèrent bientôt les prêtres.

Cependant Bâville commence à s'impatienter de l'opiniâtreté des N. C. des Cévennes et de leur amour pour leur culte qu'il veut faire cesser à tout prix. Jusqu'ici, s'il a été sévère, c'est pour exécuter des ordres reçus et personnellement il est opposé à cette politique de rigueurs. « Les N. C., dit-il, se confesseront et communieront tant qu'on voudra, pour peu qu'ils y soient forcés ou menacés par la puissance séculière, mais cela ne produira que des sacrilèges. Il faut attaquer les cœurs : c'est là où la religion réside. On ne peut l'établir solidement sans les gagner » (2). Au moment du règlement des quartiers d'hiver pour 1686, on avait décidé que les troupes, alors dans les Cévennes, seraient « sur le compte des communaux du dit pays » qui s'étaient « attirées ce châtiment par leur mauvaise conduite » (3). Bâville, voyant l'état misérable où les ont réduites trois dragonnades successives et l'iniquité d'une telle mesure qui frappe l'innocent comme le coupable, veut intervenir en leur faveur. Lou-

(1) E. BENOIT, *op. cit.* V. Appendice p. 193. Ordonnance de la Trousse.

Pendant la terrible disette qui suivit les dragonnades, Louis XIV fit distribuer des secours en blé dans la province du Languedoc. Il avait fait envoyer 12,000 l. à Bâville en 1686 et celui-ci avait établi quatre bureaux de distribution en Cévennes : un à Alais, un au Vigan, un à Génolhac et le dernier au Ponpidou. Mais à côté des distributeurs, il y avait des missionnaires chargés « d'instruire » ceux qui venaient chercher du blé. Triste époque que celle où l'on devait vendre sa conscience pour un morceau de pain ! (*Bull. hist. p. fr.* 24. 136).

(2) V. *Bulletin* : XIV, 71 et suiv.

(3) DOM DEVIC et DOM VAISSETTE, *Hist. gén. du Languedoc*, t. XIV, C. 1353.

Bâville dit aussi que le pays est très pauvre et qu'il faut le ménager de peur que « les habitants ne deviennent des bandits dans les montagnes. »

vois persiste dans sa première décision : « J'y croyais, répond alors Bâville, qu'il ne faut pas toujours confondre l'innocent et le coupable, mais je vois qu'il y a des raisons dans la politique qui sont au-dessus de mon raisonnement » (1). Tel avait été Bâville jusque-là. « Instrument docile d'une politique violente » (2), comme on a dit de lui, il fut violent pour s'acquitter de sa tâche. Vers le milieu d'octobre 1686, il fait écharper deux assemblées près d'Anduze et du Vigan : quelques jours après une autre très nombreuse est tenue près de Mende (27 octobre 1686) et Bâville, étonné, écrit deux jours après à Louvois : « Je croyais que le grand exemple que j'ai fait au Vigan et à Anduze mettrait, au moins pour quelque temps, les Cévennes en tranquillité, mais, puisque ce dernier n'a servi de rien, je ne crois pas que l'on puisse rien espérer de ce genre de peine à l'avenir. Je crois même qu'il sera à la fin dangereux de le continuer et je crains que tant de condamnations à mort dans une affaire mêlée de religion n'irritent les esprits et n'endurcissent tous les mauvais convertis par un si mauvais exemple » (3).

Il prévoyait déjà sans doute la révolte possible aussi change-t-il de conduite. Le jour même où il écrivait à Louvois, Noailles lui proposait une nouvelle mesure pour venir à bout des assemblées : c'était de « changer quelques peuples des Cévennes » en commençant « par ceux qui ne font aucun commerce et qui habitent des montagnes inaccessibles » (4) ; Bâville le fait approuver à Louvois qui lui conseille « de choisir... ceux qui paraîtront avoir le plus de crédit et les plus capables de commencer les séditions » (5). Renseignements bien vagues et qui laissaient toute

(1) H. MONNIN, *Essai sur l'histoire administ. du Lang. pendant l'intend. de Bâville*, p. 16.

(2) *Ibid.* p. 15.

(3) BONNEMÈRE, *op. cit.* p. 114. *Bâville à Louvois*, 29 octobre 1686.

(4) *Ibid.*, p. 115. *Noailles à Bâville*, 29 octobre 1686.

(5) *Ibid.*, p. 116. *Louvois à Bâville*, 29 octobre 1686.

liberté à l'exécuteur. Or, cet exécuteur, c'était la Trousse et l'on sait à qui, le plus souvent, il demandait ses renseignements ; les dénonciations ne manquèrent pas : les 24 et 25 janvier 1687, cent personnes étaient dirigées sur Aigues-Mortes et Marseille, en attendant leur départ pour l'Amérique et La Trousse en annonçait à Louvois l'arrivée de deux cents autres (1).

Ces enlèvements produisirent un grand effet et les habitants, terrifiés, abandonnèrent momentanément les assemblées pour courir aux églises afin d'échapper à l'exil. Ce brusque changement ralentit, par là même, l'ardeur des prédicants ; du reste, ils couraient à chaque instant les plus grands dangers : leur signalement et celui des principaux ministres (à peu près tous à l'étranger cependant) était publié partout (2) ; à chaque instant, ils peuvent être pris, aussi Vivens, peut-être découragé, accepte-t-il l'offre que lui fait faire Bâville de sortir du royaume avec ses compagnons.

D'après les conventions, Vivens devait s'exiler avec 300 des siens. Il remit à Bâville la liste de ceux-ci, mais dès que l'intendant posséda cette liste, il se délia de sa parole et deux troupes seulement purent sortir : la première de 48 personnes avec Vivens et quelques prédicants ; l'autre de 22. On devait les conduire en Hollande : c'est en Espagne qu'on débarqua les premiers, les exposant ainsi aux coups de l'Inquisition, et les autres en Italie. Quant aux personnes signalées par la liste de Vivens, elles

(1) *Ibid.*, p. 117. *La Trousse à Louvois*, 10 janvier 1687.

(2) E. BENOIT. *Op. cit.*, p. 901, signale l'entrée de plusieurs dès 1686, mais n'en nomme aucun. Pour les signalements des prédicants ou des ministres, V. *Archives de l'Hérault*, C. 279 ou le *Bull. de l'Hist. prof. fr.* du 15 décembre 1900 qui a publié les principaux de ces signalements. Nous lui empruntons celui de Vivens : « François Vivens, de Vallesangue, âgé de 27 à 28 ans, la taille petite et maigre, portant une perruque noire, poil châtain, les sourcils grands et épais, le visage ovale et basané, le menton pointu, le nez grand, les yeux de même et bruns, les joues enfoncées, deux os paraissant au haut des joues. Les jambes cagneu-es qui le font boiter en marchant et les dents blanches. »

furent toutes désignées aux coups de Bâville qui les fit rechercher et envoya celles qu'il put prendre en Amérique.

On comprend devant cette perfidie le désespoir de Vivens et la rage qui dut le mordre au cœur ; ainsi s'expliquent son retour et son désir de vengeance. On comprend aussi le sourd grondement qui dut s'élever dans l'âme des Cévenols devant l'indignité de leurs persécuteurs, leur résolution plus que jamais forte de ne pas embrasser le catholicisme et l'on s'explique cette nouvelle levée de prédicants qui remplacèrent aussitôt ceux qui étaient partis. On avait cru pouvoir, en se débarrassant des prédicants, se débarrasser des assemblées ; il n'en est rien et, tandis que dans le Vivarais commencent à paraître les inspirés, les Cévenols retournent avec une ferveur nouvelle aux assemblées du désert, où les nouveaux prédicants Olivier Souveiran, Campan, Roman, Carrière, Moïse Nissoles, Laporte, Roussel, Mazel et plusieurs qui n'avaient pas voulu partager l'exil de Vivens, continuent à consoler leurs frères (1). Beaucoup toutefois ont modifié leur attitude et prédicateurs ou fidèles, qui autrefois se laissaient massacrer sans opposer beaucoup de résistance aux dragons, ne viennent plus guère qu'armés aux assemblées et prêts à faire face à tous les évènements.

C'est que les N. C. étaient lassés des souffrances que depuis si longtemps ils éprouvaient ; si, dans la Bible, ils voyaient Jésus leur ordonnant de souffrir sans résistance, ils y voyaient aussi les anciens rois d'Israël se vengeant de leurs ennemis et Jéhovah réclamant souvent leur mort par la voix des prophètes. Leur soumission, leur résigna-

(1) Le nombre des nouveaux prédicants fut tel que l'on crut au retour des anciens. On fait des recherches dans les paroisses, à ce moment, « pour empêcher qu'aucune assemblée ne se fasse contre les ordres du roi, à l'occasion des embaucheurs qui roulent dans la province pour faire sortir du royaume ceux qu'ils peuvent attirer à leur sollicitation ou pour écouter les prédicants, qu'on dit être revenus dans cette province pour y troubler la tranquillité publique et détourner les N. C. de faire leur devoir de la religion catholique » (1688). *Arch. de la Lozère*, G. 1002.

tion n'avaient pu désarmer leurs persécuteurs : désormais ils se tinrent prêts, sinon à se venger, du moins à se défendre. De plus, une voix, qui depuis longtemps déjà se faisait entendre trouvait maintenant un écho dans ces cœurs ulcérés, Jurieu, l'athlète du protestantisme, s'insurgeait contre ces violations du pouvoir en même temps qu'il annonçait la reconstitution de l'Eglise de Dieu et la chute « de la grande Babylone », « de la bête de l'Apocalypse », de Rome (1). Le bruit des phénomènes merveilleux qui se passaient en Vivarais, des discours des prophètes, arrivait en Cévennes : c'était, pensait-on, les signes avant-coureurs du relèvement de l'Eglise et, dans les vallées du Tarn ou des Gardons aussi bien que dans les gorges des Boutières, il se serait trouvé sans doute à cet instant des hommes prêts à favoriser par la force même s'il eût fallu, la venue de cette ère nouvelle. Qu'un chef eût paru et des milliers de bras se seraient offerts pour tirer vengeance des dragons meurtriers ou des prêtres dénonciateurs; n'ayant pas de chefs, ces populations craintives et timides s'en remettaient avec confiance à Dieu; exposées sans défense aux coups des plus forts, elles se résignaient et cherchaient leur consolation dans la lecture de la Bible. C'était pour ses péchés qu'Israël était accablé, mais après le châtement et l'épreuve l'Eternel relèverait son peuple, car il l'aimait; celui-ci devait seulement lui demeurer fidèle. De là ces assemblées incessantes malgré la persécution et l'état d'énervement et de surexcitation indicible, produit par l'impatience fébrile du retour à la paix ou la crainte angoissante de nouveaux désastres, qui caractérisent cette époque, se traduisant par une piété austère et farouche en Cévennes, par le prophétisme en Vivarais.

(1) V. JURIEU. *Accomplissement des prophéties ou la délivrance prochaine de l'Eglise*

§ 2. — LE RETOUR DE VIVENS. — MESURES PRISES
PAR BÂVILLE. — BROUSSON.

Ce chef qui manquait aux Cévenols devait bientôt leur arriver.

Les ministres exilés en Hollande (1), suivaient avec anxiété les souffrances de leur ancienne église et avaient assisté avec douleur à l'apostasie de beaucoup de ses membres ; ce fut au contraire avec une joie immense qu'ils les virent se relever d'un instant de défaillance et souffrir pour leur foi. Aussitôt plusieurs d'entre eux et un certain nombre de prédicants songèrent à rentrer en France afin de visiter et d'encourager ceux qui gardaient avec une si grande fidélité les enseignements qu'ils leur avaient donnés : ce furent Vivens, d'abord, qui avait reçu en Hollande la consécration (2), puis les prédicants Lapierre, Serein, Dhombres, ses anciens compagnons ; avec eux les pasteurs Dubruc d'Aulas, Guérin, Matturin, Bernard, Lestang, Malzac, Brocas, Guion, le proposant Boisson de Genève et enfin Brousson (3) le savant avocat de Toulouse.

Ceux-ci prennent aussitôt part aux assemblées et plusieurs paient bientôt de leur vie leur admirable témérité. Quant à Vivens, il n'était pas venu seulement dans ce but ; ayant passé près de deux ans en Hollande, il avait appris à l'école de Jurieu à ne point craindre autant la dignité royale, à détester davantage si c'était possible le clergé romain (4) et était parti pour la France plus que jamais

(1) V. *Bull. de l'hist. du prot. français*, VII, 426 et suiv. Liste de 202 pasteurs exilés.

(2) V. DOUEN. *Op. cit.*, II, 76 et suiv.

(3) La plupart vinrent dans le Midi. — Brousson en 1683 était venu à Nîmes sa ville natale pour appuyer son projet et avait dû s'enfuir de là, après avoir couru les plus grands dangers, à Lausanne où il était depuis.

(4) Dans sa lettre pastorale du 1^{er} juin 1688, Jurieu établit que le clergé romain est le plus grand ennemi de la France.

conscient de ses droits d'homme et fermement décidé à les revendiquer. A ce moment une occasion s'offre à lui pour cela : les nobles exilés et à leur tête le marquis de Miramont (1) ont résolu de soulever le Midi contre Louis XIV, en guerre avec la Hollande depuis peu, et de favoriser par une diversion la victoire de celle-ci. Il s'agissait de soulever les Cévennes et de lancer ensuite dans le Dauphiné 2000 hommes d'élite qui iraient soutenir l'insurrection. On offre à Vivens de jouer un rôle dans ce périlleux projet : se souvenant de la trahison dont il a failli être victime, des cruautés que Bâville a fait souffrir à ceux de ses frères qu'il n'a pas voulu laisser sortir avec lui, Vivens accepte avec empressement et quand nous le retrouvons, en pleines Cévennes, au Pont-de-Montvert, il est à la tête de 3 ou 400 hommes en armes. C'était en septembre 1689 (2).

Dès que les protestants des Cévennes, dont nous connaissons l'état d'esprit à cette époque avaient entendu leur

(1) Gentilhomme français exilé : Armand de Bourbon-Malauze petit-neveu de Turenne, DOUEN, *op. cit.* II, 91.

(2) Septembre et non février, comme dit M. Peyrat, *Op. cit.*, I, 205, ou Brueys, *Hist. du fanatisme*. Utrecht 1737, I, 218, car Brousson écrit : les 12-22 juillet 1689, les frères Vivens, Lapierre, Serein, Boisson, Brousson, etc., partirent en 4 groupes (V. *Relation sommaire des merveilles*, p. 16), V. égal^t Douen, *Op. cit.*, II, p. 101, note. De plus dans un extrait du *Petit livre de mémoires des affaires domestiques*, de Jean Velay, vignier de Florac et publié par M. Auguste Boyer, conseiller à la cour de cassation, l'apparition de Vivens est signalée à la fin du mois de septembre 1689. Voir p. 505. J. Velay ne signale toutefois avec Vivens qu'« une cinquantaine de fuziliers » et « une trentaine de fuzitifz ». *Ibid.*

La date de septembre est à retenir. Les protestants étant jusque là restés tranquilles on a voulu voir, dans cette prise d'armes provoquée par Vivens, la preuve que toute tentative de soulèvement des protestants avait des attaches avec l'étranger. Or cela n'est pas : au mois de février 1689 le Vivarais se révoltait à la voix du prophète Astier ce qui aurait été une maladresse inqualifiable s'il avait été informé des projets des étrangers et de Miramont en particulier. Il est plus équitable, nous semble-t-il, de voir là des tentatives particulières, des explosions de colère et de désespoir du reste bien compréhensibles.

ancien prédicant favori les appeler aux armes beaucoup s'étaient empressés de le suivre ; ceux qui ne pouvaient ou n'avaient pas encore pu prendre les armes fournissent des vivres aux révoltés ou leur offrent un abri (1). Malheureusement pour Vivens, le duc de Broglie et Bâville accourent, le battent et sa troupe se disperse. L'insurrection cévenole avait échoué.

C'était la deuxième tentative de résistance des protestants du Midi contre l'oppression du roi et de Rome. Leur première tentative, le projet de Brousson, avait été toute platonique et fut durement réprimée ; celle-ci fut faite les armes à la main, mais fut bientôt dissipée. Les épreuves qu'ils avaient souffertes ne leur avaient pas donné assez d'audace pour soutenir une lutte en règle contre l'autorité ; des rigueurs nouvelles devaient les y amener.

Vivens ne pouvait plus songer à l'insurrection, mais il ne se laissa pas abattre ; longtemps il rumina dans les cavernes où il s'était réfugié des projets de révolte (2) et toujours décidé à lutter avec les mêmes armes qu'on employait contre lui, il devint bientôt la terreur des ecclésiastiques dénonciateurs et des autres ennemis des réformés (3). A la fin, découvert dans une grotte qui lui servait de refuge, il fut tué.

La mort de ce prédicant ne put suffire toutefois à tranquilliser Bâville ; déjà il avait commencé à mettre à exécution un projet qu'il avait résolu dès les premiers mouvements des Cévenols et mis en adjudication la construction de grands chemins royaux dans les Cévennes. « M. de Bâville donnait pour prétexte l'utilité publique, la facilité et l'augmentation du commerce ce qui était fort plausible et pouvait bien entrer dans son projet, mais il est certain que son plus grand but était de

(1) Les villages de Salièges et de Rampon près de Florac, furent détruits pour ce fait, et Florac lui-même craignit d'être rasé.

(2) L'un d'eux fut trouvé sur un guide qui devait le remettre au maréchal de Schomberg.

(3) V. DOUEN, *Op. cit.*, II, 108.

rendre le pays plus accessible aux troupes » (1) Il ordonna, en outre, la levée de 8 régiments d'infanterie payés par la province ; puis, comme le roi en eut besoin, il les fit remplacer par 52 régiments de milices recrutés en général parmi la bourgeoisie ancienne catholique, et souvent il les fit manœuvrer sur les places publiques afin d'intimider ceux qui auraient voulu se révolter. Le roi avait enfin fait construire en 1686 trois forts à Nîmes, Alais et St-Hippolyte qui étaient autant de postes destinés à contenir le pays.

Aussi le pays ne bougea pas (2). Depuis la découverte des intelligences de Vivens avec l'étranger, d'ailleurs, Bâville semble s'attacher avec une ardeur impitoyable à la capture des prédicants ou des ministres ; il avoue lui-même avoir lancé 300 espions à la poursuite de Brousson, il met à prix la tête de celui-ci 5.000 livres et celles des autres prédicants 300. Partout ils sont signalés, aussi Brousson quitte-t-il la France (décembre 1693). Des autres prédicants beaucoup sont pris et mis à mort (3).

En revanche, on constate dès ce moment une légère accalmie dans la persécution des assemblées : C'est qu'il y a peu de troupes en Languedoc ; les autres sont à la frontière et il serait imprudent d'abuser en ce moment de la longue patience des N. C. D'ailleurs la guerre allait bientôt

(1) Archives de l'Hérault, C. 3081. Ces chemins sont encore le plus souvent les grandes voies des Cévennes. Par l'ordonnance du 28 décembre 1689, Bâville ordonna d'imposer les communautés pour les frais de construction, et afin que les fonds fussent immédiatement disponibles, dix des plus aisés habitants de chaque paroisse durent avancer les sommes nécessaires, « à peine de logement effectif en pure perte ». Ord. du 28 février 1690. Ces chemins furent construits avec une extrême rapidité : la plupart mis en adjudication en novembre ou décembre 1689 furent terminés vers la 2^e moitié de 1690. Cela nous donne une idée de la peur que devait avoir Bâville d'une seconde tentative de soulèvement.

(2) Ce calme est en grande partie dû à l'influence de Brousson : celui-ci fait remarquer pendant son procès qu'il ne peut être accusé d'avoir fomenté des troubles et que, depuis la mort de Vivens, on n'a pas vu dans le Languedoc le moindre mouvement contre le service de S. M.

(3) DOUEN. *Op. cit.*, II. Appendices.

finir et l'on ne voulait peut-être pas maltraiter comme autrefois ceux que l'on prenait pour les protégés de Guillaume d'Orange et en faveur desquels celui-ci ne pouvait manquer d'intervenir à la signature de la paix.

Malheureusement pour les réformés il n'en fut rien : à Ryswick, Guillaume d'Orange qui avait à faire légitimer sa couronne d'Angleterre n'eut garde d'indisposer Louis XIV à son égard en prenant contre lui la défense des protestants ; aucune autre puissance ne les prit non plus sous sa protection, et, après la guerre, les Calvinistes se trouvèrent, comme avant, exposés sans défense aux rigueurs du roi convertisseur. Un jour devait venir où les protestants de France, abandonnés en ce moment par toute l'Europe, se défendraient eux-mêmes.

CHAPITRE II

L'histoire de la paix de Ryswick à la Révolte des Camisards (1702).

§ I. — L'ENQUÊTE DU CARDINAL DE NOAILLES

La perspective de la paix prochaine n'était pas la seule ni la principale cause de l'accalmie que nous avons constatée durant les dernières années de la guerre. Un parti qui s'était formé à la cour en effet se montrait adversaire des rigueurs et ce parti avait à sa tête un des hommes les plus influents de l'époque : le cardinal de Noailles, archevêque de Paris. Grâce au crédit de celui-ci on put décider le roi à faire une enquête auprès des intendants et des évêques sur l'attitude à prendre à l'égard des religionnaires. Ce n'était pas la suppression de l'Edit de 1685 demandée depuis longtemps par Vauban, mais au moins l'aveu que cet Edit avait donné de mauvais résultats.

L'avis des intendants fut à peu près unanime ; ils avouaient l'inconversion des protestants (1), mais tous avaient exercé des rigueurs et la plupart conclurent à la continuation de la politique qu'ils avaient suivie.

(1) Le mémoire le plus connu est celui de Bâville intendant du Languedoc. Le dénombrement des N. C. a donné 198,918 personnes. « Des N. C. qui ne sont pas sortis, dit-il, il en est peu qui soient effectivement catholiques. Ils conservent presque tous dans leur cœur leur mauvaise religion. » *Mém. de Bâville, V. Chron. du Languedoc*. II, p. 171. Note.

Parmi les évêques, les avis furent plus variés ; mais la plupart aussi, ceux surtout qui avaient dans leurs diocèses de nombreux hérétiques, se montrèrent très sévères. C'est le cardinal de Noailles lui-même qui avait été chargé en 1698 de leur demander leurs avis, et leurs mémoires, inconnus jusqu'à nos jours, ayant été retrouvés au ministère de la guerre (1) jettent un jour nouveau sur notre sujet.

La demande du cardinal d'après M. Lemoine se ramène à ces trois questions : « Quel était, d'après les évêques, l'état des N. C. en France en 1698 ? Le roi devait-il supprimer l'Edit de révocation ? S'il devait en conserver au moins le principe fondamental, c'est-à-dire la nécessité de l'union dans une même foi et dans un même culte de tous ses sujets, quel moyen pouvait-il employer à l'égard des dissidents ? » (2) Et voici les opinions des évêques et en particulier de ceux du Languedoc et du Midi.

Tous reconnaissent, comme les intendants, que l'Edit révocatoire a eu un insuccès général et que les N. C., à quelques rares exceptions près, demeurent très attachés à leur ancienne religion (3). « Ils font, dit Fléchier, comme un corps uni à leur ancienne créance par la dépendance qu'ils ont les uns des autres, par les promesses qu'ils se sont faites de ne se point abandonner, par le souvenir et le récit fréquent de ce qu'ils ont ouï dire de notre foy et de

(1) Par M. J. LEMOINE. V. dans la *Revue de Paris* du 15 novembre 1900, le très intéressant compte-rendu qu'il en donne.

(2) Rev. de Paris, 19 novembre 1900, p. 378.

(3) Le dénombrement des N. C. donne en 1697 pour le diocèse de Mende : Pour Florac, 1027, N. C. — Fratgères, 1063. — St-Laurent-de-Trèves, 484. — St-Frezal-de-Ventalon, 589. — Vebbron, 941. — Le Pompidou, 865. — Grizac, 275. — Fraissinet-de-Lozère, 549. — Saint-Michel-de-Dèze, 469. — St-Martin-de-B., 609. — St-André de-L., 487. — St-Germain-de-C., 1284. — St-Croix V.-F., 540. — Gabriac, 335. — Barre, 440. — St-Martin-de-L., 702. — St-Julien-d'Arpachon, 629. — Cassagnas, 618. — Fraissinet-de-F., 451. — St-Etienne V. F., 1776. — St-Andéol, 250. — St-Privat-de-V., 558. — Collet-de-Dèze, 928. — Saint-Julien-des-Points, 108. — Molezon, 412. — Cocurès, 94. — Quézac, 48. Ispagnac, 6, etc. Arch. Lozère. G. 1000.

nos pratiques, par les reproches qu'ils font à ceux qui osent reconnaître la fausseté de leur religion, en un mot par cet esprit de cabale qui règne encore dans leurs consistoires secrets. » L'évêque de Grenoble parle d'un petit nombre de réellement convertis ; quant aux autres, ils « sont pires qu'ils n'étaient avant leur abjuration. » Et il attribue cela aux « lettres circulaires que les hérétiques des Cévennes et du Vivarais et les réfugiés à Genève leur ont écrites les assurant que le prince d'Orange les rétablirait dans le libre exercice de leur religion. » (1) Ce qui prouve combien les montagnards cévenols devaient être connus pour leur attachement à la réforme. Toutefois l'évêque de Viviers incrimine une partie seulement de la population des Cévennes ; il distingue en effet « trois espèces de protestants : les gentilshommes, le peuple et les consistoriaux ; ces derniers seuls sont à craindre et entretiennent chez leurs semblables les erreurs dans lesquelles ils vivent, courroucés qu'ils sont d'avoir été dépouillés par la conversion générale des charges qu'ils occupaient » ; aussi font-ils tout pour les obtenir de nouveau : « Ils forgeaient à plaisir des nouvelles contraires, remplissaient les peuples de folles espérances et les excitaient à passer dans les pays étrangers, suscitaient et hasardaient des prédicants et formaient des assemblées partout où ils le pouvaient toujours jetant la pierre et cachant le bras. » Et après la paix de Ryswick, loin d'être abattus « ils renouvelèrent bientôt leurs menées séditeuses. » Plus qu'aucun autre, l'évêque de Viviers accentue l'horreur qu'ont les religionnaires des Cévennes pour tous les exercices de la religion catholique : « Les faibles qui assistaient aux offices divins s'en abstiennent, les mauvais continuent de jouer leur rôle ; plusieurs personnes meurent sans appeler ni consentir de voir leur curé et on les enterre familièrement dans un champ. » (2)

(1) *Rev. de Paris*, *ibid.* pp. 378 et 380.

(2) C'était, du reste, une habitude prise depuis de longues années

Et cependant, devant cette évidence de l'inefficacité de l'Edit, quelles décisions prend le clergé ? Une seule ; tout d'une voix les évêques répondent au cardinal de Noailles qu'il faut maintenir l'unité de foi et de culte, c'est-à-dire l'Edit de 1685. « Je me sens obligé, dit Fléchier, de lui (au roi) représenter très respectueusement qu'il s'agit d'achever un ouvrage qu'il a si glorieusement commencé, de conserver à l'église un peuple que ses soins et ses ordonnances lui ont acquis et d'abolir une hérésie que la coutume et la prévention retiennent encore dans les cœurs et dans les volontés de ceux qui l'ont abjurée et qui ne peut s'éteindre que par des déclarations précises des intentions de Sa Majesté et par une *contrainte salutaire* jointe à l'instruction et à la doctrine. »

Comment alors, par quels moyens abolir l'hérésie toujours subsistante et arriver à l'unité de foi ? Les évêques, en tous points d'accord jusque là, se séparent : Les évêques du Nord sont d'avis en général que « l'esprit de douceur et de modération... est celui qu'il faut suivre » (1) à l'égard des N. C. ; pour les parents même qui jamais ne se laisseront persuader ou instruire, il n'y a qu'à les « abandonner à Dieu. » On ne saurait, d'après Bossuet, user de contrainte soit au sujet des sacrements, de crainte de « sacrilèges et de profanations horribles qui attireraient la malédiction de Dieu sur le royaume », soit à propos de la messe. « La coutume, dit-il, encore, à propos des morts, de traîner sur la claie, cause plus d'horreur contre les catholiques qu'elle ne fait de bons effets parmi les réunis ».

déjà, à la suite de la déclaration du 9 juillet 1685 qui supprima les cimetières des habitants de la R. P. R. Cette mesure qui ne dut pas peu contribuer à augmenter le mécontentement des protestants, reçut sans doute une application générale dans les Cévennes : chaque famille ensevelit alors ses morts dans ses terres, coutume qui est encore en pleine vigueur. On trouve un assez grand nombre de vieux cimetières abandonnés et les cimetières protestants qui ne le sont pas sont en général de fondation récente.

(1) Rapport de l'év. de Châlons. *Rev. de Paris*, 387.

Aussi, il « daigne faire ressentir » en terminant, que s'agissant de « gagner les cœurs et de convertir les âmes, l'esprit de douceur doit prévaloir. »

Mais si l'on passe aux moyens proposés par les évêques du Midi, quelle différence et combien l'on sent chez eux le désir de triompher et le dépit né de l'impuissance à le faire ! Fléchier a parlé de « contrainte salutaire » : « Je conclus avec St Augustin, dit-il plus loin, que c'est aimer nos frères que de les émouvoir pour leur salut, qu'il ne faut pas regarder si on les pousse, mais où on les pousse ; que la droiture, la charité et l'*utilité de la fin justifient abondamment la petite sévérité des moyens* et qu'on est heureux quand, par des remèdes quoique amers, on peut les guérir de leur habitude invétérée » (1). Torquemada et les inquisiteurs ne raisonnaient pas autrement. Et Fléchier n'est pas seul pour les moyens rigoureux. Mascaron et l'évêque d'Alais, François de Saulx, vont encore plus loin : « La conversion des familles nouvelles catholiques, s'écrie ce dernier, dépend plus de nous que d'elles-mêmes et le premier et le principal moyen que nous devons employer, c'est de nous y consacrer avec un zèle furieux et sans nous rebuter de rien ».

Le conseil des violents fut suivi et par sa déclaration du 13 décembre 1698, Louis XIV confirma l'Edit de 1685. « Voulons et nous plait, y dit-il, que notre édit du mois d'octobre 1685, portant révocation de celui de Nantes et autres, faits en conséquence, soit exécuté ». On se contente

(1) On ne s'étonnera pas de cette opinion de Fléchier, sa prétendue modération n'était que feinte et il s'est toujours montré partisan des rigueurs ; toujours il a été tenu au courant par Bâville des allées et venues des prédicants : « Je ne doute pas, lui écrit Bâville (10 février 1694) que Brousson ne revienne au printemps avec des prédicants, mais nous leur ferons bonne guerre ». Il lui écrit encore à propos de Brousson le 24 mai, le 19 juillet 94. V. Douen, *op. cit.* II, 229. Le 2 février 1698, il lui signale l'arrivée de 6 prédicants : Brousson, Olivier et 4 autres qui sont à Nîmes, V. Douen, *Op. cit.*, II, 310. Enfin pendant la guerre, il excusera tous les crimes des catholiques et fera sans cesse des vœux pour la destruction des révoltés. V. A. Court, *Op. cit.*

cependant d'adresser quelques jours plus tard aux intendants et aux évêques des instructions restreignant la portée de la déclaration, instructions secrètes toutefois car, portaient-elles, « rien ne serait plus dangereux que de se rétracter en la moindre chose ». Elles recommandaient d'éviter autant que possible toute effusion de sang et surtout abolissaient la peine de la claie en ajoutant cependant : « s'il est bon d'un côté d'éviter cette peine qui fait tant d'horreur, il est bon, d'un autre, de la laisser craindre » (1).

Ce moyen terme auquel on s'arrêta avait sans doute été proposé par M^{me} de Maintenon. C'est du moins ce que permet de supposer un mémoire daté de 1697, entièrement écrit de sa main (2) et prouvant bien que la cour n'était pas sans se préoccuper du triste résultat de l'Edit de 1685 et se demandait depuis déjà quelque temps la décision qu'elle devait prendre. « Si les choses étaient aujourd'hui au même état que lors de l'Edit qui révoqua celui de Nantes, dit M^{me} de Maintenon, je serais d'avis sans balancer qu'il faudrait s'en tenir à cette révocation, se contenter d'abolir l'exercice public de la R. P. R. et penser à réunir tous les sujets du roi de la même religion en excluant dans les occasions qui se présenteraient, les Huguenots des charges et des emplois, s'appliquant avec patience et douceur à les convertir en les persuadant de la vérité ». Tout cela ne peut plus se faire maintenant ; « le roi ne peut quitter une entreprise qu'il a poussée si hautement, sur laquelle il a permis qu'on lui donnât tant de louanges et dans laquelle ses ennemis ont toujours publié qu'il succomberait ». Que faire alors ? « Le meilleur parti à prendre ce serait sans doute, sans donner aucune nouvelle déclaration et sans révoquer aussi aucune de celles qui ont été données, de continuer, comme on a déjà commencé, à adoucir insensiblement la conduite envers les

(1) *Revue de Paris*, 15 novembre 1900, p. 403.

(2) *V. Bull.*, t. XXXIX, p. 401 et suiv.

N. C. et surtout à ne les point porter à commettre des sacrilèges en approchant des sacrements sans foi et sans dispositions, et de ne point faire traîner sur la claie les corps de ceux qui auraient refusé les sacrements à la mort » (1). C'est là en substance ce que recommandaient les ordonnances secrètes du roi.

§ 2. — RECRUESCENCE DES RIGUEURS. — LE PROPHÉTISME.

Mais une ordonnance secrète n'existe pas en fait : le faible qui l'ignore ne peut l'invoquer contre le fort qui l'opprime, aussi celles de 1698 furent-elles souvent lettre morte ; d'ailleurs les châtimens les plus rigoureux étaient toujours approuvés contre les attroupemens qui sont « des révoltes et des désobéissances nécessaires à punir » ; l'enlèvement des enfans était préconisé par M^{me} de Maintenon, aussi, avant même la fin de l'enquête du cardinal de Noailles le régime des rigueurs était repris contre les protestans en Languedoc. Depuis la paix générale, écrit Brousson, rentré pour la troisième fois en France et se trouvant dans le Midi, la France est devenue pour les protestans français un théâtre de deuil et de désolation. Chaque fois qu'ils manquent d'aller à la messe ou d'envoyer leurs enfans à la doctrine romaine on les condamne à des amendes exorbitantes » (2). « Si les passages étaient libres, dit-il encore (1^{er} mars 1698), la dispersion serait plus grande que la dernière fois. » Mais, comme autrefois, les routes étaient bien gardées : Louis XIV n'avait pas eu plus tôt fait la paix qu'il lançait une déclaration (23 novembre 1697) par laquelle, après s'être félicité des mesures prises contre les N. C., il interdisait à ses sujets l'établissement et même le passage, sans permission, dans la principauté d'Orange (3) sous peine de mort.

(1) De 1686 à 1698 on ne voit dans les archives que procès à la mémoire de tel ou tel pour ce fait. V. *Arch. de l'Hérault*, C. 167.

(2) *Lettres et opuscules*, p. 317. Cité par DOUEN, op. cit. II, 299.

(3) Rendu à Guill. d'Orange à la paix de Ryswick. En exécution

A ces rigueurs Brousson veut répondre et envoie des requêtes au roi implorant sa pitié pour ses sujets protestants : « La paix générale a été donnée à l'Europe par vos soins et votre condescendance généreuse.... Tous les peuples étrangers ont été mis en repos et ceux qui vivent sous votre domination et qui devraient être les premiers à ressentir les effets de votre protection et de la paix générale sont les seuls qui versent des larmes.... Quelle gloire peut trouver Votre Majesté à désoler son peuple ? » (1) — « La puissance d'un roi ne consiste-t-elle pas dans la multitude et dans l'union de son peuple ? dit-il encore. Le Seigneur dit dans l'Evangile que tout royaume divisé contre lui-même ne peut subsister. Ceux qui sollicitent Votre Majesté à armer une partie de vos sujets contre l'autre prétendent-ils être plus sages que le Fils de Dieu ? » (2). Mais Louis XIV restait sourd à ces appels et les touchantes requêtes ne semblaient avoir d'autre effet que de faire augmenter les rigueurs. Bâville y répondit en effet, en faisant redoubler les mesures contre Brousson et en portant à six cents louis d'or (8400 f.) la prime offerte pour sa capture. Celui-ci ne devait pas échapper pendant beaucoup plus longtemps à ses ennemis acharnés : le 18 octobre 1698 il était arrêté à Oléron et le 4 novembre il mourait sur la roue à Montpellier (3). Un seul prédicant

de cette déclaration Bâville fit établir autour de la principauté un cordon de surveillance afin d'arrêter tous ceux qui entraient ou sortaient. En août 1698 déjà une assemblée en revenant fut prise ; des prisonniers Bâville condamna, dans la seule journée du 26 septembre 98, 71 hommes aux galères, 19 femmes au couvent. *Mercure hist.* octobre 98. — COURT, I. 9. — De ces malheureux beaucoup devaient appartenir aux Cévennes, car en 1698 plusieurs cévenols furent interrogés, accusés d'avoir assisté à des prêches ou d'avoir voulu fuir à Orange. V. *Arch. de l'Hérault*, c. 177, 178.

(1) Requête du 15 mars 98.

(2) Requête du 13 av. V. ces requêtes. DOUEN *op. cit.* II, 301 et suiv.

(3) Une légende très accréditée veut que Bâville touché de la noblesse et de la droiture de Brousson ait voulu lui épargner l'affreux supplice de la roue, et ne l'ait pas soumis à la question. Cette dernière assertion est démentie par le procès-verbal de la torture du prédicant.

restait, Roman, et la persécution l'obligea à fuir ; mais les églises allaient bientôt en fournir de nouveau elles-mêmes.

L'application de l'Edit de décembre 1698 rendait plus triste que jamais la situation des N. C. : les assemblées sont de nouveau traquées par les dragons revenus de la frontière, de nouveau les galères se remplissent et l'enlèvement des enfants jette encore la désolation dans les familles. Un article de cet édit enjoint aux évêques et archevêques d'envoyer des ecclésiastiques dans les paroisses pour instruire le peuple « lorsqu'ils ne trouveraient pas les cures de certains lieux où il y a plusieurs personnes qui se sont nouvellement réunies à la religion catholique capables de le faire » (1). Cet article eut surtout un grand effet dans les Cévennes : les curés, nous le savons, y étaient souvent de conduite et d'allures fort peu édifiantes et avec cela fort ignorants ; on y envoie aussitôt de nombreux missionnaires. On n'avait d'ailleurs pas attendu à ce moment pour le faire : dès 1686 il y avait 16 missionnaires sous la direction du célèbre abbé de Chaila (2), qui grâce

V. Nègre, *Vie et ministère de Brousson*, thèse de Montauban. — Douen, *op. cit.* II, 322 — et il est probable qu'il le fit pendre avant de le rouer uniquement par crainte de l'impression qu'aurait pu produire sur les assistants l'attitude de Brousson sur la roue.

(1) Un grand nombre d'autres édits furent promulgués dès cette époque : *11 février 99*. Déclaration pour faire exécuter celle d'août 69-82-86. (V. plus haut) défendant de sortir du royaume (hommes : gal., femmes : couven'). — *13 septembre 99*. Décl. pour faire le procès des émigrants — *5 décembre 99*. Défendant aux capitaines de vaisseaux français de favoriser l'émigration. — *30 janvier 1700*. Déclaration par laquelle les malades ayant refusé les sacrements seront condamnés aux galères. — *5 mai 1700*. Défense aux N. C. de vendre et de disposer de leurs immeubles, etc.

(2) V. *Archives de la Lozère*, G, 3068. *Rôle des missionnaires et le montant des sommes qui leur sont payés*. Chacun reçoit 30 l. par mois. C'est l'abbé de la Rocheaymon, vicaire général du diocèse de Mende, qui tient les comptes et paye, mais il doit souvent se décharger de ces fonctions sur l'abbé du Chayla ainsi que permettent de le supposer des quittances de l'abbé Maguelone et de l'abbé Mingaud à du Chaila pour l'année 1696.

à son titre d' « Inspecteur des missions et escolles du diocèse de Mende » avait organisé contre les N. C. une étroite surveillance : des « avertisseurs » le tiennent au courant de tout ce qui passe dans les paroisses, les maîtres d'école sont autant d'espions à ses ordres profitant de leur influence sur les élèves pour savoir ce qui se passe dans les familles, aussi avec toutes ces informations on peut avoir une « note des gens les plus à craindre » dans les différents quartiers et qui en cas de mouvement « pourrait se mettre à la tête des mutins », un « état des religionnaires fugitifs » (1), des N. C. « qui ont rempli leurs devoirs de la religion catholique », des « enfants qu'il est bon de faire éloigner de leurs parents » (2). — L'immense réseau qui enserrait les malheureux religionnaires, après s'être un peu relâché, se resserrait de plus belle.

Les missionnaires avaient été envoyés dans les « gros lieux » où la conduite des N. C. rendait leur présence nécessaire (3) et ils y restèrent pendant longtemps. Les premiers partis, d'autres les remplacèrent, certains devinrent même curés dans plusieurs villages des Cévennes, et

(1) *Archives de la Lozère*. G. 1000. Le nombre des religionnaires fugitifs en 1697 est de 342 pour le diocèse de Mende se répartissant ainsi : Marvéjols, 10; Le Pompidou, 10; St-Martin de Lansuscle, 10; St-Frezal de Vantalon, 10; Le Collet de Dèze, 31; St-Privat de Val-longue, 21; St-Germain du C^{te}, 27; Cassagnas, 7; Gabriac, 10; Frutgères, 21; Mas-Aribal, 15; St-Andéol de Clerguemort, 6; St-Léger de Peyre, 7; Bédouès, 2; Les Balmes, 2; Molezon, 6; St-Julien des Points, 1; St-Etienne V. F., 11; Fraissinet de Fques, 5; Ste-Croix V. F., 1; Barre, 13; le Bousquet la Barthe, 5; St-Martin de Boubaux, 6; St-Michel de Dèze, 0, Fraissinet de Lozère, 12; Grizac, 4; Vébron, 10; St-Julien d'Arpahon, 13.

(2) V. *Archives de l'Hérault*. C. 274.

(3) Les principaux de ces « gros lieux » sont : Vebron, St-Martin de Lansuscle (à cause de la nécessité); La Devèze paroisse de Molezon, id.; Le Pont de Montvert; Saint Romans par. de Moissac; St-Martin de Bx, à cause de la nécessité. -- St-Germain de C^{te}, à cause de l'étendue de la paroisse; St-Julien d'Arpahon, etc. V. *Arch. de la Lozère* G, 3068.

de la sorte l'abbé du Chaila eut à son service un grand nombre de fidèles agents (1).

Les N. C. doivent être assidus à la messe et fidèles observateurs des édits du roi sous peine d'être dénoncés impitoyablement et condamnés par le terrible Bâville, aussi vit-on de nouveau dans la plus grande crainte. L'Etat de surexcitation où les Cévenols étaient tombés déjà plusieurs fois s'empare d'eux ; chacun pouvant s'attendre à être dénoncé se prend à espérer comme autrefois des temps meilleurs et s'en remet à Dieu ; on lit plus que jamais la Bible et l'on y cherche une consolation à tant d'épreuves.

A ce moment les prophètes du Vivarais, qui en 1689 avaient fait tant d'impression, n'ont pas encore complètement disparu malgré la guerre continuelle qu'on leur a faite. Peut-être leur influence se fait-elle sentir en Cévennes et le prophétisme, très contagieux de sa nature, trouve-t-il, chez des personnes exaltées et désespérées comme l'étaient les Cévennols, un terrain bien préparé ; toujours est-il qu'en 1700 nous le voyons éclater au milieu d'eux et y faire aussitôt d'immenses progrès.

L'un des premiers inspirés qui apparurent fut un laboureur du Vivarais, Daniel Raoul de la paroisse de Vagnas. Sa prédication était simple, forte et impressionnante : « Dieu, disait-il, vous a autrefois envoyé ses ministres qui étaient remplis de sagesse et qui au péril de leur vie vous exhortaient à la repentance ; mais vous avez toujours suivi votre mauvais train, aussi méritiez vous que Dieu

(1) Parmi les nouveaux missionnaires envoyés à cette époque, on en trouve : 4 ou 5 en 1698. En 1699, 7 autres parmi lesquels *Encontre* qui devient curé de St-Laurent de Trèves ; *Mingaud* qui devient curé de St-Etienne, V. F. ; *Ignace de Beaujeu* envoyé à St-Croix, V. F., et *Maximin*, supérieur de la mission de Florac. (C'était une mission de Capucins établie à Florac dès 1629. V. la thèse de M. P. ARNAL, sur l'Eglise de Florac, Paris 1896.) *Arch. de la Lozère*, G, 988.

Tous les ecclésiastiques ne furent pas sans protester contre l'espèce de suzeraineté qu'exerçait du Chaila sur eux. V. MINGAUD, *Troubles des Cévennes*, p. 8.

vous abandonnât. Cependant, touché de compassion, il ne l'a pas absolument fait; il vous envoie aujourd'hui de nouveaux messagers. Il est vrai que ce sont des ignorants qui n'ont d'autre connaissance que celle que Dieu répand dans leur esprit; vous en voyez un en moi jusque là que je ne sais pas lire. Je suis une de ces pierres dont parle l'Ecriture qui crient dans le temps que ceux qui étaient destinés à vous réveiller de votre assoupissement se sont tus: ma mission est de vous exhorter fortement à la repentance (1) ». Il prophétisa surtout dans le diocèse d'Uzès et y fit beaucoup de disciples.

Vers la même époque (avril 1701) c'est un autre jeune homme, Etienne Gout dit La Quoite, du Mazilhon près le Pompidou, qui appelle les habitants des hautes vallées des Gardons à rompre avec l'Eglise romaine, et à côté de lui les inspirés apparaissent en foule: il n'y a bientôt pas un village, pas un hameau qui n'ait des prophètes; ce sont le plus souvent des jeunes gens, des jeunes filles ou des enfants, parfois très jeunes, des gens sans instruction, n'ayant aucune habitude de la parole, et qui cependant se livrent à des improvisations étonnantes où entrent des lambeaux de sermons, des passages bibliques et surtout des imprécations contre Rome. Tout le monde est stupéfait et la plupart des N. C. enthousiasmés. M. Caladon d'Aulas parle d'une « pauvre idiote de paysanne » nommée Jeanne, servante chez un de ses amis et qui se met à prêcher: « Cette anesse de Balaam, dit-il, avait une bouche d'or quand l'intelligence céleste la faisait parler. Jamais orateur ne s'est fait écouter comme elle et jamais auditeur n'a été plus attentif et ému que ceux qui l'écoutaient. C'était un torrent d'éloquence elle devenait incontinent, une créature toute nouvelle et était transformée en grand prédicateur (2) ».

Voulons-nous savoir quel était ce genre d'éloquence ?

(1) A. COURT, *op. cit.* I, 21.

(2) MINON, *Théâtre sacré*. Dép. de M. Caladon.

Consultons le livre d'Elie Marion « *Avertissements prophétiques* » contenant plusieurs discours qu'il a prononcés « sous l'opération du Saint-Esprit ». Le fond du discours est toujours le même : horreur du péché, exhortation à la repentance : « Mes enfants, parlez hardiment, confessez mon nom hardiment. Mes enfants, ne craignez point le torrent qui déborde, je l'assècherai dans peu de jours. Tenez-vous sur mes promesses qui sont certaines et fidèles... Je vous dis : qui ne craindra pas ma voix lorsqu'elle partira ? Je vous dis : épouvantez-vous pécheurs ! Tremblez maintenant, voici votre juge irrité, voici son courroux qui s'allume comme le brasier du fourneau (1) ».

Et ces populations écoutent enthousiasmées, font, malgré les ordonnances, des assemblées nouvelles, la nuit, dans les bois, sans se laisser arrêter par la peur des dangers qu'elles courent ; elles pleurent sur leurs péchés, sur leur manque de constance dans la foi, font vœu d'être plus fermes et désertent l'Eglise.

§ 3. MESURES CONTRE LES PROPHÈTES. — DU CHAILA.

LA RÉVOLTE.

L'Eglise ne pouvait tolérer une pareille licence et dès la première heure elle l'avait signalée à l'intendant Baviile. Les prêtres veulent eux-mêmes prendre les premières mesures : celui de Valérargues (Gard), aidé de deux autres curés, tente d'arrêter un prophète dans son village et de le conduire à Lussan où sont des troupes : la population s'ameute et pille l'Eglise. Broglie, gouverneur militaire du Languedoc, court alors à Valérargues, arrête 40 personnes, propose de faire « quelqu'exemple sévère » et pense même qu'« il serait à propos de raser une partie de ce village (2) ». D'un autre côté, une période bien douloureuse s'ouvre

(1) *Elie Marion, Avert. proph.*, p. 177.

(2) *D. Devic et D. Vaissette. Histoire générale du Languedoc*, t. XIV, c. 1537. *Broglie au ministre de la guerre*, 5 juin 1701. On a pensé que ce fanatique était Daniel Raoul.

pour les assemblées : le 16 juin 1701, une est surprise à Foissac, diocèse d'Uzès : de 3 prisonniers, 2 sont envoyés aux galères, un troisième est pendu (1) ; le 6 novembre, à celle de Tornac, il y a 16 tués, dans une troisième, à Sainte-Croix de Caderles, il y a plusieurs morts ; sur le Vistre, les troupes font feu sur une autre et dans le diocèse d'Uzès les troupes de la bourgeoisie (cap. de Russan), en écharpent une, ne respectant pas même les femmes enceintes qu'ils éventrent (2). Ces massacres devaient encore longtemps continuer : Vauvert, Villemagne, St-Côme, Candiac, Saint-André de Lancize furent les théâtres de scènes affreuses, et dans toutes ces assemblées il y eut des morts, des galériens et des recluses (3). On tirait sur les assistants et l'on prenait de nombreux captifs ; les prédicants étaient surtout recherchés, comme toujours ; aussi de nombreux disparaissent à cette époque : c'est Daniel Raoul, c'est la Quoite, que nous connaissons, Flotier, Bonaventure Rey, Bourelli ; quatre femmes sont pendues au Pont de Montvert ; les prophètes Petit Marc et Montbonnoux sont aussi pendus du côté de Vauvert. Le réveil des Cévennes a eu son retentissement dans le Vivarais et là encore les assemblées recommencent : l'une d'elle est surprise près des Oulières et il y a, outre de nombreux tués, 5 galériens et 5 pendus. Comme si Bâville et ses émissaires n'avaient suffi pour persécuter les protestants, nous voyons plusieurs N. C., entre autres le baron de Saint-Cômes, devenir persécuteurs à leur tour et sabrer leurs anciens coreligionnaires.

Malgré tout néanmoins le prophétisme s'étend de plus en plus : les prophètes enfants deviennent innombrables ; Bâville cherche à les faire disparaître. Il y en eut bientôt plus de 300 dans les prisons d'Uzès, mais que pouvait-on faire de tous ces enfants ? On dû en relâcher beaucoup et

(1) *Bull.* VI, 83. Les victimes sont Nègre de Coulorgues, pendu ; Pasquier de Coulorgues et Lagarde de Baron envoyés aux galères.

(2) *Revue Suisse, 1866. Mém. d'Aig.*, p. 460.

(3) V. Détails *Bull.* VI, 82 et suiv.

l'on fit retomber sur les parents le châtiment qu'on ne pouvait leur infliger à eux-mêmes. Tout père fut responsable de ses enfants et condamné à l'amende si ces derniers étaient surpris en train de « fanatiser (1) » ; quant aux prophètes déjà grands, robustes et forts, on les envoya à l'armée ou aux galères. Environ 200 partirent du Pompidou en novembre 1701, enchaînés, pour les ports ou les garnisons. Et cependant rien n'y fait ; on dépeuple les campagnes, on ruine les habitants qui restent et le prophétisme demeure toujours aussi vivace. C'était la violence qui l'avait provoqué : elle ne devait pas réussir à détruire ce qu'elle avait fait naître.

Une véritable rage anima alors les gouverneurs du Languedoc contre les N. C. « Les N. C. du diocèse d'Uzès, lit-on dans la correspondance de Broglie au ministre de la guerre, malgré les exemples faits, n'ont pas été désabusés de donner dans le fanatisme et d'écouter certains coureurs qui roulent dans les paroisses pour séduire les esprits faibles en leur faisant accroire qu'ils peuvent leur donner le Saint-Esprit... (2) » « Il ne faut pas se lasser de les punir, puisqu'ils ne se rebutent pas de contrevenir aux ordres du roi (3). » Peut-être même craint-il de leur part une révolte et voudrait-il l'éviter en les accablant pendant qu'il est temps encore ; nous savons combien sur ce point Bâville était d'accord avec lui. Seulement rien n'est plus malaisé : les troupes ne sont plus en grand nombre en Languedoc, on les a retirées pour lutter contre la coalition (4), et Broglie ou Bâville ne peuvent compter, pour traquer les assemblées, que sur les milices bourgeoises qui « commencent à se rebuter parce que cela les détourne de leur travail ordinaire et, n'ayant point de solde réglée, se trouvent sans subsistance. » C'est pourquoi ils demandent instamment la levée de « huit compagnies réglées et

(1) *Ordonnance de Bâville*, de septembre 1701.

(2) 7 août 1701. *Histoire générale du Languedoc*, t. XIV, C. 1539.

(3) Montpellier, 23 septembre 1701. Ibid. C. 1550.

(4) Guerre de la succession d'Espagne (1701-1713).

payées qui agissent continuellement pour prévenir les désordres (1) ». Mais le ministre de la guerre reste sourd : il faut avant tout s'occuper de la guerre étrangère, aussi Broglie doit attendre pendant longtemps ses troupes (2). A la fin il est accordé de petits détachements pris dans les garnisons de la contrée (3). C'était le 22 juillet 1702 ; il était temps. Le surlendemain de ce jour se produisait un évènement d'où devait sortir la révolte des Cévenols tant redoutée de Baviile : le meurtre de l'abbé du Chaila, archiprêtre des Cévennes.

Nous connaissons le système de surveillance organisé par lui. Renseigné sur tout ce qui se passait dans l'archiprêtré, l'abbé dépensait son activité extraordinaire à aller de paroisse en paroisse, à la recherche des assemblées ou des prophètes. Déjà en 1689 nous le voyons, au moment de la révolte de Vivens prendre part à l'enquête qui se fit à ce sujet à Florac et dans les environs, et dont le résultat fut le pillage des villages de Salièges et de Rampon qui avaient offert un abri aux révoltés, la mort d'un jeune domestique convaincu de leur avoir apporté des vivres, l'emprisonnement de Jean Velay, viguier de Florac, de sa femme et de sa servante. En 1701 il fera enfermer dans des couvents la sœur et la fille du même Jean Velay (4). En 1690 un prédicant est pris au Pompidou ; du Chaila y court aussitôt pour l'interroger (5). En 1699 il est au Pont de Montvert

(1) 4 novembre 1701. *Hist. gén. du Languedoc*, t. XIV, C. 1554.

(2) *Ibid.*, C. 1555. 7. 8. 9. 60. 61.

(3) V. *Lettre du ministre de la guerre à Broglie*. Arch. guerre 1614. 33. — *Hist. gén. du Languedoc*, t. XIV, C. 1564.

(4) Elles étaient arrivées en retard à la messe le jour des Cendres ; le missionnaire leur adresse des reproches et comme la sœur de Velay se mettait à pleurer, la jeune Louison Velay lui dit pour la consoler « qu'elle ne devait pas pleurer et qu'elle savait bien que les enfants de Dieu ont toujours quelques chagrins et sont persécutés » Cette parole rapportée à l'abbé du Chaila leur fit à toutes deux passer quelques mois au couvent.

(5) *Mazel* dit *Olivier*, né à Bannières près Saint-Jean du Gard, pendu à Montpellier le 11 février 1690. Il montre un tel courage et une telle

traquant un apothicaire de ce village qui, pour ne pas changer de religion, se tient caché ; il le découvre dans sa maison et le fait envoyer à Montpellier. Il fait à la même époque reléguer plusieurs filles au couvent de Marvejols (1). Le prophète Etienne Gout (La Quoite) est pris au Pompidon : du Chaila revient dans ce village. Le 25 janvier 1702 Françoise Brès, surnommée Bichon, est pendue au Pont de Montvert à la suite de ses dénonciations (2). Dès le mois de janvier 1702 enfin, voulant enrayer les progrès inquiétants du prophétisme, il appelle de nouveaux missionnaires et va à Moissac et à St-Roman organiser la mission (3). Quelle fut son attitude à l'égard des N.-C. de cette paroisse ? Elle fut très dure sans doute puisqu'à ce moment Louvreleuil lui signale l'existence d'un complot dirigé contre lui (4).

Mais du Chaila, d'après Louvreleuil, n'y prit aucune garde et ne ralentit nullement son ardeur contre les hérétiques. De Moissac il court à Vébron, et de là au Pont de Montvert. Quiconque lui est dénoncé comme ayant assisté à des assemblées est arrêté par les milices, et le plus souvent envoyé devant le tribunal de Bâville : c'est la

résignation pendant son supplice que le C^{el} de Villevieille ne peut s'empêcher de dire à ce sujet à Bâville : « Il faut convenir, Mgr que si le Dieu que ces gens adorent est le même que nous adorons, nous risquons fort d'être damnés. » V. DOUEN, *op cit.* II p. 107.

(1) *Bull.* XXXII 220.

V. A. COURT *op. cit.* I. 37.

(2) Cela ne donne qu'une bien faible idée du rôle que joua du Chaila dans les Cévennes.

Il s'occupait de tout et se fit même ingénieur et architecte pour seconder Bâville dans la construction des chemins. (Relaté dans une ordonnance de Bâville du 14 janvier 92, etc. Voir *Arch. de l'Hérault*, C. 3119 et suiv.) Cela ne dut pas peu contribuer à indisposer les gens contre lui ; depuis l'ouverture des routes en effet, ils n'étaient plus si tranquilles de leurs montagnes, ils voyaient plus souvent des soldats et leurs craintes devaient être vives. V. *Arch. de l'Hérault*, C. 3125.

(3) 5 missionnaires avaient été envoyés en 1701 dont le P. Louvreleuil ; 5 en 1702 dont le F. Ambroise de Lyon, supérieur des capucins de Florac. V. *Arch. de la Lozère*, G. 990-991.

(4) LOUVRELEUIL, I, 25.

mort quelquefois, le plus souvent les galères ou le couvent. Il y a toutefois moyen de transiger, s'il faut en croire le témoignage d'Elie Marion. Ce prophète en effet raconte qu'il faillit être arrêté par les troupes aux ordres de du Chaila. « J'échappai à leurs poursuites, dit-il, moyennant 20 pistoles que mon père donna à l'abbé » (1). Mais des amendes de ce genre, très dures surtout pour l'époque, ruinaient à bref délai une famille si elles se répétaient ; de là une haine implacable qui sans cesse grandissait contre l'abbé. Elle devait un jour éclater.

Depuis la campagne missionnaire commencée au début de l'année, beaucoup de gens, voyant les rigueurs augmenter encore une fois, fuyaient des Cévennes. Dans les premiers jours du mois de juillet une troupe de 5 ou 6 émigrants parmi lesquels les demoiselles Sexti de Moissac sous la conduite d'un guide, Massip, veulent tenter de gagner l'étranger et sont arrêtés par le capitaine des milices du Pont de Montvert. Du Chaila se trouve en mission dans ce lieu : il transforme alors sa maison en prison, met ses prisonniers dans les ceps et commence une enquête contre eux. Il ne devait pas la terminer : plusieurs N. C. en effet ont résolu de lui enlever ses prisonniers, et nous connaissons la sanglante scène qui en a résulté (24 juillet 1702) (2). A

(1) Ce témoignage venant d'un prophète peut paraître suspect, mais Mingaud, p. 8, défend vivement du Chaila de l'accusation « de piller le public », et d'après le Cte de Peyre qui fit une enquête sur l'assassinat de l'abbé, celui-ci était accusé d'employer « à d'autres usages, l'argent que le roi donnait pour des charités ou pour payer des espions. Il est possible qu'il acceptât de l'argent de ceux qu'il devait faire arrêter. De cet argent qu'en faisait-il ? Louvroleuil nous parle d'ornements sacerdotaux somptueux, qu'il donna à l'Eglise de Saint-Germain ; Mingaud d'un beau tableau qu'il donna à l'église de Molezon dont il avait été prieur. Quoi de plus irritant pour les N. C. que de voir l'argent gagné à la sueur de leur front, servir à rehausser l'éclat d'un culte qu'ils détestaient !

(2) Cette maison était celle d'un zélé protestant André, massacré et traîné sur la claie. V. Article. HAAG. *France prot.* Elle existe encore. C'est aujourd'hui un hôtel.

la tête des conjurés se trouvent plusieurs prophètes, entre autres Esprit Seguiet du Magistavol, Abraham Mazel et Salomon Couderc. Ils réclament leurs frères ; l'abbé refuse de les libérer, ses gens tirent sur les conjurés (1) et l'un tombe. Furieux alors, les autres enfoncent les portes, délivrent les prisonniers et massacrent du Chaila, un autre ecclésiastique et un domestique.

Nous avons sur ce meurtre le témoignage du comte de Peyre, lieutenant général du Languedoc qui le premier commença l'enquête ouverte à cette occasion au Pont de Montvert. Il jette un grand jour sur cette affaire et sur les causes qui l'avaient occasionnée, quoiqu'étant un peu différent de celui des historiens : « Il résulte, dit-il, des informations... que l'attroupement fut résolu le 22 juillet à la foire de Barre, que ce fut en vue de délivrer sept personnes que l'abbé du Cheyla avait prises chez lui, supposant qu'ils devaient quitter le royaume, auxquels il donnait lui-même les étrivières tous les jours et avait inventé un supplice qu'il leur faisait souffrir, leur mettant les pieds au milieu d'un gros poutre qui les obligeait à dormir tout droits. Que ces prisonniers ayant eu la liberté commirent tous les assassinats, sacrilèges et incendies et tuèrent eux-mêmes l'abbé et les prêtres qui étaient ses confidents (2). Que la plupart de ces attroupés sont gens que l'abbé du Cheyla avait envoyés à Montpellier pour les faire enroler dans les levées qu'on y a faites ou qu'on les dénoncerait d'avoir été dans les assemblées. Ces gens-là avaient ensuite déserté et emporté des armes desquelles ils se sont servis... L'on persiste à dire que, si le commandement des Sévennes pouvait changer, tout serait en repos, la dureté avec laquelle on les a gouvernés ayant tout

(1) LOUVRELEUIL, l. 27.

(2) Il n'y eut au Pont de Montvert qu'un autre ecclésiastique, du nom de Roux, tué et un domestique. Le comte de Peyre veut parler sans doute des curés des environs qui furent mis à mort et dont il est question plus loin.

gâté (1). » C'est là une accusation sévère pour du Chaila et qui nous montre l'affaire du Pont de Montvert comme étant une échaffourée toute locale provoquée par sa sévérité. C'est du reste ce que pensait Broglie lorsqu'il écrivait, le 3 août 1702, à Baille : « Si j'avais moins connu le fond de cette affaire j'aurais ébranlé toutes les milices bourgeoises » ; mais il ne l'a pas fait « voyant que ces malheureux (les révoltés) n'avaient aucun chef, qu'ils n'habitaient les bois que parce qu'ils avoient assisté à des assemblées ou fait d'autres crimes qui ne leur permettaient pas de rester chez eux, qu'ils avaient été sollicités d'aller au Pont de Montvert... » (2) Cette échaffourée devait bientôt se changer en révolte générale.

L'abbé du Chaila mis à mort, le premier pas vers la vengeance était fait ; les N. C. voulurent alors se débarrasser de tous les ecclésiastiques dont ils avaient à se plaindre : Le 25 juillet ils tuent le curé de Frugères, l'abbé Reversat ; celui de Saint-Maurice ne leur échappe que par une prompte fuite ; à Saint-André-de-Lancize l'abbé Boissonnade est massacré ainsi que son vicaire. Les conjurés enfin vont jeter l'effroi dans Saint-Germain où tous les ecclésiastiques de la région sont réunis pour les obsèques de du Chaila et aussitôt tous ces prêtres quittent ce village pour se réfugier dans les châteaux voisins (3).

Seulement les insurgés n'avaient pu commettre tous leurs méfaits sans que l'on eut pris des mesures pour les arrêter : les milices du canton avaient été aussitôt mobilisées et M. de Miral, leur colonel, s'était lancé à la poursuite des meurtriers. Il leur fallait fuir, se laisser prendre ou combattre. Fuir était bien chanceux ; ils ne pouvaient douter du sort qui leur était réservé s'ils étaient pris,

(1) *Hist. gén. du Languedoc*, XIV, C. 1583, 19 août 1702.

(2) *Ibid.*

(3) Leur précipitation fut si grande que l'abbé Louvreuil oublia d'inscrire sur le registre de la paroisse le décès de du Chaila. Il n'a été ajouté qu'en 1716 par l'abbé Vernet, *Bull.* XL, 168.

c'est pourquoi ils résolurent de combattre ; seulement ils n'avaient pas d'armes ; pour s'en procurer, ils se rendent au château de la Devèze, paroisse de Molezon où ils savent qu'il y en a en dépôt et, comme le chatelain répond à leur demande par une fusillade, ils le massacrent lui et les siens et prennent les armes qu'ils trouvent au château (29-30 juillet).

A ce moment d'autres troupes étaient arrivées : le 30 juillet le comte de Peyre se trouvait au Pont de Montvert avec près de 500 hommes, et le duc de Broglie arrivait à Barre avec plusieurs compagnies (1) ; des postes sont établis aussitôt au Pont de Montvert, au Collet de Dèze, aux Ayres, à Barre et au Pompidou, sous le commandement d'un officier, Poul, et celui-ci poursuit les meurtriers. Il les rencontre à Fontmorte, les bat et leur fait trois prisonniers : Esprit Seguiet, leur chef, Pierre Nouvel et Moyse Bonnet. Un tribunal formé à Florac par huit membres du présidial de Nîmes sur l'ordre de Bâville, les condamne à mort et ils sont exécutés : Séguiet est brûlé au Pont de Montvert, Nouvel pendu à Saint-André-de-Lancize, Bonnet roué à la Devèze, tandis que 19 autres personnes, arrêtées sur de simples dénonciations, partent de Florac le 14 août 1702 et sont dirigées sur Saint-Hippolyte (2).

On peut juger de l'effroi qui assaillit les N. C. en voyant que, encore une fois, l'innocent n'était pas plus à l'abri que le coupable. La nouvelle de l'assassinat de St Cômes, le gentilhomme nouveau converti qui avait la surveillance de ses anciens coreligionnaires à Nîmes où à Vauvert, fait croire à une révolte générale et amena une recrudescence de rigueurs. Pour ce crime, Bouzanquet du Cailar est roué quoiqu'innocent ; des soldats de la bourgeoisie sont

(1) V. *Hist. gén. du Languedoc*, t. XIV, C. 1574. rapport du comte de Peyre, 2 août.

(2) Parce que « la garde était trop difficile à Florac et les prisons trop peu sûres. » *Broglie au ministre de la guerre. Hist. du Languedoc*, t. XIV, C, 1582.

envoyés un peu partout, « mais le peu d'égards qu'ils ont pour leurs désolés voisins les fait porter... à toutes sortes de violences et d'excès en passant par le pays et les villages pillant, battant et saccageant tout avec une cruauté horrible, enchaînant et emprisonnant indifféremment tous ceux qu'ils attrapent, les punissant rigoureusement sans certitude, s'ils sont innocents ou coupables... » (1) C'est encore la dragonnade, mais c'en est trop ; cette fois on résistera.

Déjà les anciens conjurés du Pont de Montvert auxquels se sont joints beaucoup de N. C. qui ont fui de chez eux de peur d'être arrêtés, se sont rangés sous les ordres de l'un d'eux, Laporte, ancien maréchal-ferrant au Collet de Dèze et tiennent tête aux troupes royales. Son neveu, Roland Laporte, plus connu sous le seul nom de Roland, profitant de l'irritation produite par le supplice de Bouzanquet et les terribles mesures prises contre les N. C. lève une autre troupe du côté de Vauvert ; Castanet, garde dans les forêts de l'Aigoual, en recrute une troisième dans les villages situés sur les flancs de cette montagne ; puis viendront Joany, Ravanel et surtout Cavalier. Chaque nouvelle rigueur aura pour effet d'amener de nouveaux renforts aux révoltés, qui bientôt battront, dans leurs Cévennes « dont les gorges étroites et les pentes abruptes se prêtent merveilleusement à la défense » (2), les troupes les mieux réglées et les plus habiles officiers de Louis XIV. La révolte des Camisards était née.

(1) *Papiers Court*, n° 30. Lettre d'un habitant de St-André de Valborgne à MM. Pagézy à Lausanne, datée du 17 septembre 1702 et partie du bureau de poste du Pompidou.

(2) PORCHER, *Le pays des Camisards*.

Conclusion

Les auteurs catholiques prétendent dans tous leurs ouvrages rapporter la seule vérité sans appréciation particulière, sans parti pris. Il ne se font pas faute de consacrer plusieurs pages en tête de leurs œuvres à se décerner un brevet de fidélité historique. Mais leur but seul devait toujours au moins trahir leurs louables pensées : ils écrivent surtout pour les N. C., c'est-à-dire pour ceux qui, amenés par la force ou l'intérêt, sans grande conviction au catholicisme, sont peu enracinés dans leur foi nouvelle. Et alors la tentation n'est-elle pas grande de présenter ces Camisards révoltés sous les dehors les plus noirs, de souiller leur mémoire pour empêcher tout retour vers ce passé souvent regretté par les N. C. Aussi les défauts de leur œuvre apparaissent bientôt aux yeux de l'historien impartial qui se laisse convaincre par les faits plutôt que par des accusations sans fondement.

Guidés par ces faits exposés dans notre deuxième partie, nous pouvons critiquer les historiens catholiques.

D'abord la révolte n'a pas été causée par des instructions venues de l'étranger ; elle n'est pas l'effet d'un complot de ministres fugitifs suscitant dans leur patrie des prophètes comme du Serre et son école. Brueys et De la Baume qui soutiennent cette opinion ne l'étaient sur aucun fait précis. Les Camisards ne s'entendirent avec l'étranger que plus

tard, au cours de la lutte, vers la fin de 1702, pour soutenir une guerre dont les défaites auraient été payées de leur sang. Les lettres de Broglie et du comte de Peyre du reste permettent d'assurer que ces officiers ne virent en elle qu'un désordre tout local : les N. C. ne se sont pas opposés aux armées du roi, mais ont tué quelques prêtres qui les tyrannisaient. Cependant, pour Fléchier et Brueys par exemple, le soulèvement des Cévennes s'est concerté à Genève et c'est de Genève que du Serre est parti avec des instructions précises pour organiser le mouvement prophétique. Mais il suffit, pour détruire ces imputations mensongères, d'examiner quelle fut la conduite des Genevois à l'égard des inspirés. Sans cesse ils les condamnèrent : un célèbre professeur employa plusieurs sermons pour prouver qu'ils ne pouvaient être inspirés de Dieu, qu'ils étaient inspirés du diable et que leur maladie était une sorte de possession (1). A trois d'entre eux arrivés à Genève après la révolte « quelques uns auraient souhaité qu'on eût infligé quelque peine ; mais on ne jugea pas à propos d'appesantir la main sur des gens assez malheureux d'être déclarés imposteurs et d'être ignominieusement chassés du pays. On les conduisit tous trois hors de la ville. On leur défendit d'y entrer. On les menaça même de les faire pendre en Suisse si, après les avis qu'on ne manquerait pas d'y donner de la fourberie et de l'aveu qu'ils en avaient fait, ils s'amusaient à la continuer (2) ». A Londres on ira plus loin et l'on condamnera Elie Marion à passer deux jours au carcan. Or, est-ce ainsi que les étrangers auraient traité des anciens alliés, s'ils avaient contribué à les mettre dans l'état où il se trouvaient ?

De plus est-il bien vrai que du Serre a introduit le fanatisme en France ? Non, le fanatisme existait avant lui. Et pour cela Fléchier lui-même nous donne des renseignements : Il a composé un mémoire sur les apparitions

(1) FLÉCHIER, *Lettres choisies*, t. I, p. 424.

(2) Ibid. 427.

qu'avait une jeune fille du diocèse de Castres, à laquelle, dit-il, on aurait fait accroire que les songes qu'elle avait eus étaient de véritables visions ; un ange, toujours d'après le même auteur, serait apparu à cette jeune fille, mais il lui aurait dit : Va à la messe et au cathéchisme, et c'est elle qui aurait dit le contraire (1). L'évêque de Nîmes nous parle aussi de ce qui se passa dans une assemblée, encore dans le diocèse de Castres, et « de la fausse apparition d'un ange (2) ». Or tous ces phénomènes arrivèrent à la fin du mois de Mars 1688. Est-il possible d'admettre que l'influence de du Serre se soit fait sentir à une si grande distance et dans un temps où son école en supposant qu'elle ait jamais existé devait à peine être fondée ? Louvreleuil nous rapporte en effet qu'« il y a quatorze ans » au moment où il écrit que du Serre a fondé son école. Or il ne peut écrire avant le mois de juillet 1702, date du commencement de la révolte : quatorze ans auparavant il y avait trois mois que la jeune fille de Castres avait des visions et quatre mois que la bergère de Crest était tombée pour la première fois en extase. Rappelons enfin que, depuis 1685, on entendait souvent, la nuit, des chants de psaumes ou des bruits d'armes, phénomènes d'hallucination sans doute, mais qui se rapprochent beaucoup de ce que les auteurs catholiques ont appelé le fauatisme. Tout cela prouve ou que Louvreleuil était bien mal informé, ou que le prophétisme avait une autre cause que l'influence de Du Serre.

De plus, l'opinion des auteurs catholiques sur le prophétisme est pleine de parti pris. Pour eux les prophètes qui dirigent le mouvement sont tous des fourbes, de véritables acteurs sans convictions sérieuses ; les autres qui les écoutent et sont pris par le mal contagieux, sont de pauvres imbéciles, têtes folles qu'un rien agite et fait divaguer. Ils vont même plus loin : ces hommes sont tous des êtres immoraux, ayant les vices les plus honteux, commettant

(1) Ibid. 416.

(2) Ibid. 418.

les crimes sans vergogne ; il n'est pas jusqu'à Fléchier qui ne s'empresse de rapporter toutes sortes de racontars sur le prétendu sommeil des prophètes (1) et ne se plaise à accabler ces malheureux de tous les forfaits de la terre (2). Les autres historiens le suivent en renchérissant. Brueys et De la Baume en particulier s'étendent complaisamment sur ce sujet. Certes, loin de nous d'affirmer que tous les prophètes sans exception, beaucoup de Camisards de même, aient mené une vie irréprochable, mais il ne résulte pas de là que tous aient commis les pires impiétés. Et puis, comment est-il possible que des hommes comme Gabriel Astier ou Abraham Mazel, par exemple, n'eussent été que des orateurs hypocrites, eux qui tous les jours exposaient leur vie pour le succès de leur cause ? Devant les armées du roi et la terrible répression de Bâville, un comédien aurait laissé tomber le masque. D'ailleurs les protestants du Vivarais ou des Cévennes ne se seraient-ils pas aperçus de ces impostures et n'auraient-ils pas été les premiers à en châtier les auteurs ?

Mais les historiens catholiques se sont trompés. Du Serre, Astier, les prophètes Cévenols étaient des gens parfaitement convaincus ; leur sommeil extatique, leurs convulsions n'étaient pas feintes : les catholiques n'ont pas compris le prophétisme et, tout en reconnaissant la réalité des phénomènes prophétiques, ils croient suffisamment les expliquer par des instructions spéciales données par les prophètes à leurs élèves : le prophétisme est une chose qui s'apprend. Nous ne sommes plus sur le terrain de l'histoire, mais sur celui de la psychologie. Il est bien vrai que certains gestes, certaines paroles peuvent avoir sur nous une force de suggestion étonnante : souvent, empoigné par un orateur de talent, on peut se surprendre par exemple à répéter ses gestes ; dans une foule, dans une assemblée quelconque, si la volonté ne réagit pas on arrive

(1) *Mémoire sur la bergère de Crest*. Lettres choisies, t. I, p. 410.

(2) *Lettres choisies*, 354, etc.

à applaudir ou à siffler comme ses voisins et il suffira que l'un commence pour que les autres suivent ; si le sujet est préparé par des jeûnes ou des instructions, s'il est surtout de nature nerveuse, il peut être plus disposé au délire prophétique. Mais il nous semble que ce sont là des raisons peu déterminantes. Il faut, pour tomber dans ce sommeil extatique si souvent renouvelable, une commotion plus violente et que ne peut procurer la plus suggestive leçon. Il a fallu quelque chose qui ait pu remuer les profondeurs les plus intimes de l'âme cévenole, quelque chose qui les jetât hors d'eux mêmes, les conduisit avec une excitation surhumaine, constante, qui usait les forces de leur raison, bouleversait leur être, les secouait sans cesse. Et c'est cela que les catholiques ont oublié. Ils ont raison quand ils disent que le prophétisme a, en grande partie, causé la révolte, tort dans l'explication qu'ils donnent de l'origine du prophétisme.

Les auteurs protestants ont eux aussi vu dans le prophétisme un des principaux agents de la révolte. Mais dirons-nous avec les anciens Camisards et avec MM. Misson et Bost, qu'il est dû à l'inspiration du Saint Esprit ? Non certes, l'esprit de Dieu se manifeste dans l'humanité sous de nombreuses formes, mais nous nous refuserons toujours à mettre sur le compte du Saint Esprit les phénomènes de prédication extatique que nous présentent les prophètes du Vivarais ou des Cévennes, et surtout certains actes étranges et même ridicules dont les inspirés ont parfois donné le spectacle. « Les faits surnaturels de cette histoire sont si bien constatés, dit M. Bost, que, si l'on ne veut pas y voir le doigt de Dieu, il faudra y reconnaître l'agence de Satan » (1). Nous aimons mieux n'y voir ni l'un ni l'autre. De l'aveu des prophètes c'est grâce à leurs inspirations qu'ils ont commencé la guerre, or nous pensons que le Dieu de paix et d'amour n'armera jamais ses enfants l'un contre l'autre.

Mais les Camisards, nous l'avons vu, invoquent deux

(1) BOST. *Op. cit.*, p. 48, note.

autres causes à leur révolte : ils ont avant tout pris les armes afin de pouvoir prier Dieu selon leur conscience et se défendre contre les cruautés dont on les accablait ; ce sont là aussi les deux causes principales auxquelles le baron d'Aigalliers et Antoine Court attribuent le soulèvement des Cévennes. Or, chose curieuse, les auteurs catholiques se contentent de refuser aux protestants la liberté de conscience qu'ils revendiquent et passent sous silence les cruautés dont ils se plaignent, ou, s'ils en parlent, ils les appellent « contrainte salutaire », « petite sévérité » (1). Pourquoi ? Craindraient-ils qu'on les accusât de les avoir occasionnées eux-mêmes ? Sans doute.

Nous avons pu suivre la politique du clergé et voir se dérouler toutes ses intrigues pour extirper l'hérésie, le rôle joué par ses membres, depuis les plus hauts dignitaires de l'Eglise jusqu'au dernier curé de village. Des témoignages très concluants ont été portés contre du Chaila et nous savons que des accusations semblables pèsent sur le clergé tout entier : « Je me suis informé, dit M. de Paratte en parlant de la révolte, d'où pouvait provenir ce mal ; tout le monde assure qu'il provient du mauvais traitement du clergé ; c'est croyable puisque toute la noblesse s'en plaint aussi bien que le peuple. Pour moi je say depuis le commencement de la conversion que les prêtres de ce pays et MM. les évêques s'y regardent comme des souverains, les curés comme des seigneurs se donnant les noms des terres les uns aux autres, de même que les évêques s'appellent Monseigneur » (2). Et d'Aigalliers nous parle d'un colonel nommé Court, commandant un détachement de Suisses à Uzès, qui ne craignit pas de dire à l'évêque de cette ville que c'était « des êtres semblables à lui qui avaient causé tous les malheurs de la province en mettant les gens au désespoir » (3).

(1) V. *Rev. de Paris*, 15 novembre 1900. Mémoire de Fléchier.

(2) *Hist. du Languedoc*, XIV, C. 1736. De Paratte au Ministre de la Guerre, 4 mai 1703.

(3) *Revue Suisse*, 1866. *Mémoires de d'Aigalliers*, 416.

Nous avons, d'un autre côté, le témoignage d'un grand nombre d'historiens, de savants, de médecins qui se sont occupés du prophétisme et attribuent ce phénomène « aux événements contemporains » et à la « contagion » (1). Antoine Court ajoute à ces causes l'ignorance et l'absence de pasteurs.

Mais de tous ces témoignages se dégagent clairement les causes de la révolte des Camisards : les rigueurs sans cesse renouvelées ont provoqué chez les Cévenols des visions qu'ils ont prises pour des inspirations divines et qui n'étaient autre chose que l'expression de l'ardent désir de délivrance après laquelle tous soupiraient. Les pasteurs n'ont plus été là pour rappeler leurs fidèles à leurs devoirs de chrétiens et de sujets : en se vengeant de du Chaila ils ont oublié les premiers ; de nouvelles rigueurs leur ont fait oublier les seconds. En somme, s'il est vrai que le prophétisme a été en grande partie la cause de la révolte, il a, lui aussi, une cause qui se trouve par là même être la cause première de la révolte : c'est le désespoir né de l'excès des souffrances (2). Devant leurs temples démolis, leurs ministres mis au bûcher ou sur la roue, leurs enfants enlevés, leurs pères déportés, leurs morts trainés sur la claie et jetés à la voirie, devant les dragonnades incessan-

(1) M. PROUVOST, *Du délire prophétique*, Thèse de médecine, Bordeaux (1896), Conclusion.

(2) Cela est si vrai que Brueys, si dur pour les Camisards, donna une raison analogue au soulèvement des paysans catholiques qui prirent les armes contre les Camisards et furent appelés plus tard *Florentins* ou *Cadets de la Croix*. Il reconnaît que ces attroupements « étaient contre les Loix de l'Etat qui ne permettent point aux particuliers de prendre les armes sans la permission du Roi et contre les préceptes de l'Evangile ; les catholiques, pense-t-il, auraient beaucoup mieux fait de laisser agir ceux qui avaient l'autorité légitime pour les délivrer et les venger des maux auxquels ils étaient exposés, mais leurs églises brûlées, leurs curés massacrés, leurs familles saccagées, firent excuser leur soulèvement ». L'auteur ne voit-il pas qu'il fait ainsi l'apologie de la conduite de ceux qu'il combat, et puisqu'il reconnaît ces raisons suffisantes pour excuser une prise d'armes, pourquoi se montre-t-il aussi injuste envers les Camisards ?

tes, les dénonciations des ecclésiastiques qui les conduisaient souvent aux galères, les Cévenols se sont soulevés : c'est le réveil de Jacques Bonhomme et il est légitime, car leur premier devoir était alors de se mettre à l'abri des traitements indignes auxquels ils étaient soumis. Tout cela Ant. Court l'a vu et a fait ses efforts pour l'exposer clairement et avec impartialité ; il le dit lui aussi dans son introduction, mais, tandis que les auteurs catholiques, y ont bien mal réussi le plus souvent, il y est, lui, le plus souvent arrivé. Aussi son histoire nous paraît-elle la plus digne de foi.

Suivant notre étude, nous trouvons dans la résistance opposée par les protestants du Midi aux rigueurs dont ils furent victimes, trois phases principales qui sont allées s'accroissant en raison même des mesures rigoureuses prises contre eux : La première, protestation énergique et courageuse mais toute platonique contre l'intolérance royale, c'est la *réunion de Toulouse et la tentative de mettre à exécution le projet de Brousson* (1683). Elle fut violemment réprimée et étouffée dans le sang.

Les dragonnades qui précédèrent ou suivirent la révocation de l'Edit de Nantes, les longs quartiers d'hiver pour empêcher les assemblées, la perfidie des administrateurs, les mauvais traitements des soldats terrifiant le peuple et le réduisant au désespoir firent naître les *prophètes* en Vivarais et les *prédicants* des Cévennes, mais aussi les *soulèvements d'Astier et de Vivens* (1689) ; les protestants opposèrent cette fois la force à la force. Ils furent vaincus, car ils n'avaient pas assez de cohésion et d'expérience, mais ces tentatives étaient une terrible menace pour l'avenir et auraient dû, semble-t-il, faire réfléchir les gouverneurs du Languedoc et les ministres de Louis XIV. Il n'en fut rien cependant et malgré l'attitude calme des réformés pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697) on voulut, aussitôt après la paix de Ryswick, forcer les conversions. Le *prophétisme* paraît alors dans les Cévennes (1700) et, comme les rigueurs ne

cessent pas, bientôt éclate *l'insurrection Camisarde* (1702). Elle nous paraît être la conséquence fatale de l'attitude du gouvernement à l'égard des religionnaires du Languedoc pendant près de vingt ans.

Mais voici une autre objection d'un auteur catholique. Pourquoi déchaîner la guerre à une époque où la France avait l'Europe sur les bras ? « On eut compris, dit M. Tallon, une sévère leçon donnée à l'abbé du Chaila pour le ramener à des sentiments plus humains, mais c'est tout. » (1) Seulement M. Tallon s'est-il demandé ce qui serait arrivé si, au lieu de vouloir châtier sans pitié ce mouvement d'impatience, on eut cherché à ramener par la douceur ceux que le désespoir avait égarés ? Les Camisards furent très sensibles aux premières propositions de paix et de pardon et d'Aigalliers parvint à amener Cavalier à se soumettre. Si les autres chefs se séparèrent de celui-ci, c'est qu'on voulut qu'ils se soumissent sans aucune garantie bien sérieuse, mais il est fort probable qu'avec de doux traitements, on serait arrivé, non seulement à prévenir toute révolte, mais même à ruiner le protestantisme en France : dans le Comtat Venaissin appartenant au pape, le protestantisme fut toléré et presque tous les protestants y furent convertis d'une façon durable. Bâville, du reste, savait bien que la douceur serait plus efficace que les rigueurs pour ramener la paix en Languedoc, puisqu'il tenta, avec Lalande, d'entamer les négociations avec Cavalier avant que d'Aigalliers ait eu le temps de lui faire les mêmes propositions, et qu'il chercha ainsi à enlever à celui-ci l'honneur de conclure la

(1) M. TALLON, *Fragment de la guerre des Camisards*. Introd., XIV.

L'auteur se demande pourquoi les protestants ne se soulevèrent pas en 1685 plutôt qu'en 1702. La raison en est bien simple : En 1702 les protestants souffraient non seulement de toutes les mesures prises contre eux avant 1685, mais de nombreuses prises après : soixante-onze arrêts ou déclarations (V. L. Pilatte, op. cit.) — De plus le manque de troupes en Languedoc permit en 1702 aux premiers révoltés de s'organiser et de recruter des adeptes, tandis qu'en 1685 les Cévennes étaient couvertes de dragons. Enfin beaucoup de pasteurs encore présents s'opposèrent à tout acte de violence.

paix (1). Aussi est-il impardonnable d'avoir préféré faire couler le sang en Languedoc plutôt que de paraître céder à un peuple réclamant des droits sacrés entre tous. Impardonnables aussi les évêques du Languedoc qui, en 1698, auraient pu prévenir tous les désastres et ne firent rien pour les empêcher, puisqu'à un moment où le roi paraissait disposé à donner la paix à son royaume, ils se firent les mauvais génies de la haine et de l'intolérance. Enfin impardonnables tous ceux qui prêtèrent la main à cette politique de violence d'où sortit la désolation de toute une province après la ruine de la France.

Pendant la révolte des Camisards, un lieu entre tous sembla particulièrement destiné à servir de théâtre aux combats : *Fontmorte* situé sur le plateau de la Can de Barre, non loin de ce village et du château de la Dèvèze. Par trois fois, en moins de deux ans (2), Fontmorte fut arrosé de sang.

Aujourd'hui, à l'endroit même où Cévenols et soldats du roi, où catholiques et protestants s'entretuaient il y aura bientôt deux cents ans, sur le bord de la route qui relie Barre et Saint-Germain de Calberte, un obélisque de granit s'élève et sur l'une de ses faces sont gravés ces mots :

A L'OCCASION DU CENTENAIRE
DE L'ÉDIT DE TOLÉRANCE
LES FILS DES HUGUENOTS
ONT, SUR LE THÉÂTRE DES ANCIENS COMBATS,
ÉLEVÉ CE MONUMENT
A LA PAIX RELIGIEUSE
ET A LA MÉMOIRE DES MARTYRS.
1887

¶ (1) V. COURT, *op. cit.*, II, 340.

(2) Le premier combat qui y fut livré eut lieu dans les derniers jours de juillet 1702 ; Seguiér, Bonnet et Nouvel y furent pris. Le deuxième en août 1703 : les Camisards y taillèrent en pièces un détachement royal. Enfin le troisième en mai 1704 : Roland y battit 300 hommes venant d'escorter jusqu'à Saint-Jean-du-Gard le comte de Tournon, commandant de Florac, et regagnant leur garnison. C'était le jour où Cavalier entra en pourparlers avec Lalande.

Puissent, en les lisant, les fils des catholiques et les fils des huguenots oublier à tout jamais leurs vieilles querelles religieuses pour ne se souvenir que d'une chose : qu'ils sont tous enfants d'un même père et qu'ils ont pour premier devoir de s'aimer comme des frères ! Trêve pour eux de haines et de discorde, et qu'ils ne tendent désormais qu'à marcher la main dans la main sous le regard de Dieu ! Puisse enfin cette étude défectueuse et incomplète contribuer néanmoins à nous rappeler sans cesse que nous devons avant tout respecter chez nos semblables les droits de la conscience et faire grandir plus que jamais en nous l'amour de la tolérance et de la liberté !

Vu :

Le Président de la Soutenance

G. BONET-MAURY.

Vu :

Le Doyen

E. MÉNEGOZ.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

Table des Matières

Bibliographie.	5
Introduction	7
1 ^{re} PARTIE. — <i>Les Sources</i>	9
CHAPITRE I. — <i>Témoignages catholiques.</i>	9
CHAPITRE II. — <i>Témoignages protestants.</i>	21
2 ^e PARTIE. — <i>L'Histoire</i>	30
CHAPITRE I. — <i>L'Histoire jusqu'à la paix de</i> <i>Ryswick (1697)</i>	30
A) Les protestants avant la révocation de l'Edit de Nantes	30
§ 1. Mesures générales	30
§ 2. Application de ces mesures en Languedoc.	33
B) Application de l'Edit de révocation en Languedoc jusqu'à la paix de Ryswick. . .	42
§ 1. Assemblées et prédicants. — Vivens . .	42
§ 2. La répression. — Bâville.	45
§ 3. Le retour de Vivens. — Mesures prises par Bâville. — Brousson	55
CHAPITRE II. — <i>L'Histoire de la paix de Ryswick</i> <i>à la Révolte des Camisards (1697-1702)</i>	60
§ 1. Enquête du cardinal de Noailles	60
§ 2. Recrudescence des rigueurs. — Le pro- phétisme	66
§ 3. Mesures contre les prophètes. — Du Chaila. — La révolte.	72
Conclusion.	82

